

Mobilisation de l'expertise technique internationale

Rapport d'activité

Pôle Relations experts

**Département Coopération bilatérale et
Mobilisation de l'Expertise**

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
L'ACTIVITE DU PÔLE RELATIONS EXPERTS	4
Le pôle Relations experts.....	5
Le réseau des experts techniques internationaux en 2024.....	6
Le dispositif d'ETI piloté par le MEAE.....	7
Le dispositif d'ETI piloté par la DG Trésor.....	8
Les dispositifs pilotés par l'AFD.....	9
La lettre d'information du pôle Relations experts.....	10
Le portail de mobilisation de l'expertise à l'international.....	10
LA VALORISATION DU RESEAU DES ETI.....	12
Les réunions régionales du réseau de coopération et d'action culturelle.....	13
L'ACTIVITE DES UNITES THEMATIQUES	15
L'unité Influence économique.....	16
L'unité Gouvernance.....	20
L'unité Continuum éducatif, culture et communication.....	25
L'unité Santé et Développement durable.....	31
LE PÔLE C2A - COORDINATION DE PROJETS ET APPUI AUX ADMINISTRATIONS	36
PERSPECTIVES POUR 2025.....	38



Jérémie PELLET
Directeur général

La gestion du réseau d'Experts Technique Internationaux (ETI) a été confié à Expertise France depuis 2016 par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et depuis 2021 par le ministère de l'Economie et des Finances (MEF). Leurs missions sont valorisées auprès de l'ensemble des acteurs concernés : le réseau diplomatique et de coopération, l'Equipe France dans sa globalité, et nos administrations partenaires – à la fois pourvoyeuses de cette expertise, et intéressées par le bon déroulement de ces missions.

Le domaine d'expertise, la diversité des organismes d'accueil, le positionnement, les enjeux géographiques, géopolitiques et la variété des profils d'experts font de chacune des missions d'ETI une mission unique. Mis à disposition auprès d'organismes partenaires de la France, chaque ETI apporte sa propre expérience, son savoir-faire et son réseau, contribuant à favoriser l'expertise française au sein de son pays de mission et/ou de l'organisation multilatérale au sein de laquelle il ou elle est déployé.

Ce positionnement privilégié fait des ETI des atouts précieux pour le MEAE, la direction générale du Trésor et pour l'équipe France dans son ensemble, contribuant à renforcer la relation bilatérale et à mettre en place une relation pérenne et de confiance avec les partenaires.

Les postes d'ETI traduisent les orientations de la politique extérieure de la France. Depuis plusieurs années, la proportion des postes dans les secteurs historiques de la coopération diminue au profit de nouvelles thématiques. Les postes en développement durable, santé mondiale, culture et patrimoine sont de plus en plus nombreux, signe de l'évolution des priorités françaises. Les postes relevant de l'éducation et de la gouvernance démocratique sont désormais portés par d'autres enjeux (formation professionnelle, sport, genre, migration, intégration européenne) et par le renouveau de certaines priorités (francophonie et langue française, sécurité alimentaire). Des secteurs émergents (nouvelles énergies, santé animale) aux domaines traditionnels de la coopération, notre réseau n'a cessé de se renforcer. La féminisation du réseau joue un rôle important dans la capacité de cet écosystème à porter ce renouveau. Une évolution est aussi marquée sur le plan géographique.

A travers les ETI, la France consolide sa présence auprès des partenaires de la zone indopacifique, mais aussi en Europe et voisinage-est et en Asie. En Papouasie-Nouvelle Guinée, en Ouzbékistan, les ETI ouvrent la voie à des perspectives nouvelles. En Europe, les ETI renforcent les relations avec nos voisins. En missions dans des centres de recherches et sur des domaines stratégiques, ils contribuent à susciter l'émulation et à nouer des relations pérennes.

Aussi, les experts techniques internationaux sont un véritable relais très apprécié des entreprises françaises dont ils savent valoriser le savoir-faire à travers notamment des appuis à la passation de marchés, l'accès privilégié aux acteurs clés et aux opportunités des marchés étrangers pour les entreprises françaises, ou encore la promotion de la France en tant que destination d'investissements.



Antonin COEUR-BIZOT
Directeur du département Coopération
bilatérale et Mobilisation de l'Expertise

Depuis cinq années, le département « coopération bilatérale et mobilisation de l'expertise », au sein de la direction des opérations d'Expertise France, n'a cessé de se structurer pour absorber un volume croissant d'activité (avec près de 400 expertes et experts actuellement déployés sur le terrain), de nouvelles commandes (dispositif ETI du Trésor, Assistance technique de l'AFD en outre-mer, dispositif Talents en Commun, dispositif d'Assistance technique auprès de l'Union africaine, etc.), sans mentionner une variété croissante de secteurs d'intervention et de pays de déploiements, y compris en zones sensibles.

Tout en restant prioritairement mobilisé sur la sélection des experts et le suivi du bon déroulement de leurs missions, en répondant en cela aux commandes qui nous sont passées et aux attentes des structures d'accueil (organisations internationales, centres de recherches, administrations centrales d'Etats étrangers, etc.), les équipes se sont également progressivement mobilisées au profit de l'animation des réseaux d'expertise, de facilitation des échanges, d'appui à la formalisation de groupes de travail, et de valorisation des missions.

En cela, le portail de mobilisation de l'expertise à l'international (<https://mobilisation-expertise.fr>) reste à la disposition de chacun – tant en administrations centrales, que auprès des expertes et des experts eux-même – et qui ne demande qu'à être enrichi via vos contributions respectives.

Fort d'un portefeuille à date de près de 600 supports de postes, toutes ces dynamiques se poursuivront, tout en s'inscrivant dans les orientations réaffirmées par le Conseil présidentiel pour les Partenariats internationaux.



PARTIE I

L'activité du pôle Relations experts

Le pôle Relations experts

Au sein du département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise (CBME), le pôle Relations experts assure le recrutement, le déploiement, le suivi et l'animation du réseau d'experts techniques internationaux (ETI) ainsi que la redevabilité des fonds alloués, à la demande du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, de l'Agence française de développement (AFD), ainsi que de plusieurs régions de France.

Le pôle a recruté 145 nouveaux expert(e)s en 2024. Pour ce faire, les 4 unités sectorielles (Continuum éducatif, Gouvernance, Influence économique et enfin Développement durable et Santé) ont développé activement leurs réseaux, ce qui a permis d'identifier des experts issus de domaines nouveaux voire de niche (ex intelligence artificielle, finances climat, hydrogène, spatial) et des géographies relativement peu explorées jusqu'alors (Timor oriental, Indonésie, territoires ultramarins). Pour identifier les experts les plus pertinents, le pôle a multiplié ses échanges avec les représentants de ministères, collectivités territoriales, associations de professionnels, réseaux d'alumni, universités et grandes écoles.

Le pôle a également renforcé sa communication et sa présence sur le Portail de mobilisation de l'expertise (<https://mobilisation-expertise.fr>), sur les réseaux sociaux, dans des forums et s'est appuyé sur les experts en poste pour relayer activement les offres.

Enfin, en fin d'année, une cinquième entité, l'unité Appui et Redevabilité, a été renforcée pour assurer l'accompagnement administratif et logistique des experts dans leur mission et la redevabilité auprès des bailleurs.

Les métiers du pôle Relations experts

Recruter

Recruter des experts de haut niveau requiert une bonne compréhension des attentes du commanditaire concernant le profil du candidat recherché : expérience, compétences techniques, savoir-être, capacité d'adaptation, agilité, sensibilité interculturelle, compréhension des enjeux du poste et maîtrise de l'environnement institutionnel. Cela nécessite aussi d'identifier les viviers et réseaux partenaires pertinents pour diffuser l'offre. Les chargés de projets procèdent à la présélection, puis à la préparation du budget de la mission, avant de présenter le ou les profils retenus au commanditaire.



Déployer

Une fois que le commanditaire et le partenaire ont confirmé leur choix, l'équipe assure le déploiement de l'expert : contrat, sûreté, passeport de service, protocoles d'accord avec les organisations d'accueil. Le binôme chargé de projets/assistant de projets prépare l'expert au départ et l'informe des modalités de suivi et de redevabilité. Une réunion d'instruction est organisée avec le commanditaire afin d'informer l'expert des enjeux et des priorités de la mission. L'expert est mis en réseau avec les directions techniques d'Expertise France et réseaux partenaires, en France et dans le pays de mission.



Suivre - animer

Le suivi des missions est assuré par l'ensemble du Pôle. Les assistants de projets prennent en charge le suivi financier des missions des experts. Ils préparent les ordres de mission en lien avec la direction de la sécurité des opérations. Les chargés de projets orientent les experts sur leur positionnement, facilitent leur mise en réseau et sont à l'écoute en cas de difficulté. Les responsables d'unité travaillent à la structuration de viviers d'experts, au développement des partenariats, animent le réseau, et valorisent les missions des experts en lien avec les chargés de projets.



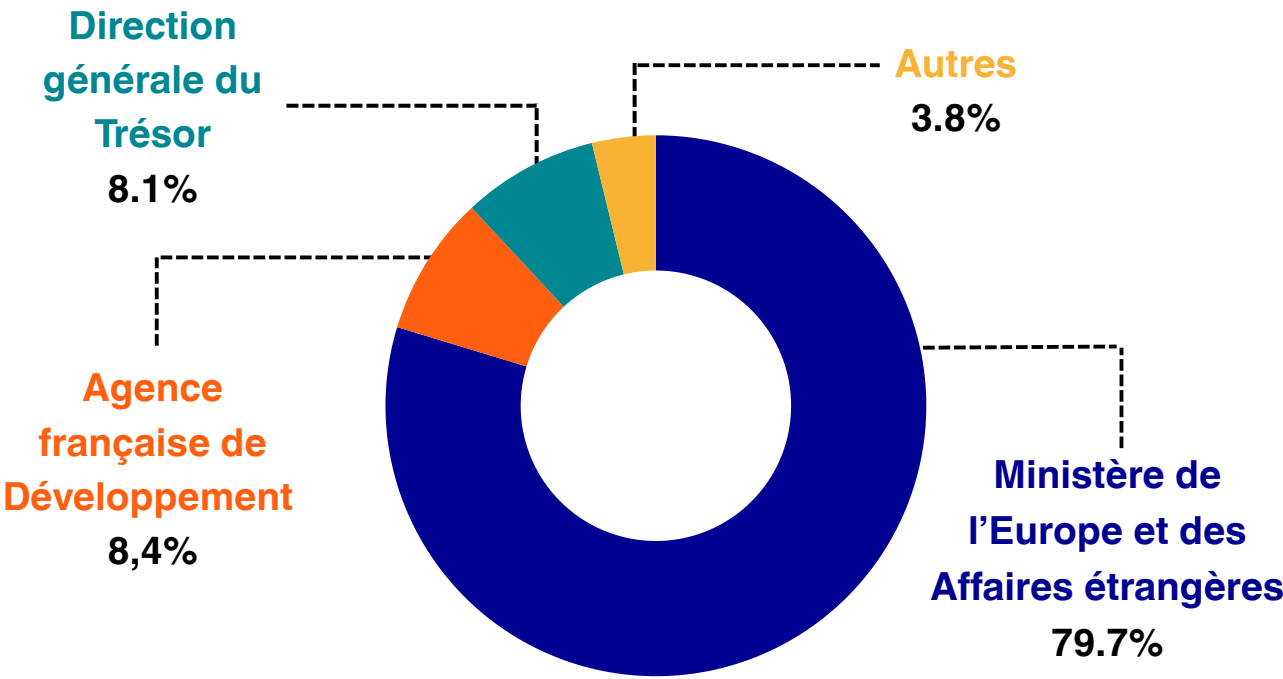
Rendre compte

Le Pôle Relations experts doit rendre compte du bon déroulement des missions des ETI et de l'utilisation des crédits publics auprès de ses commanditaires. A cet effet, les chargés de projets prennent connaissance des rapports de mission des ETI et en assurent la diffusion. En parallèle, les assistants de projets et le responsable de l'unité Appui et Redevabilité procèdent au suivi financier de chaque mission et au respect des règles d'éligibilité des dépenses des ETI. Puis ils procèdent à la consolidation financière des données et à l'établissement d'un rapport spécifique à chaque commanditaire.

Le réseau des experts techniques internationaux en 2024

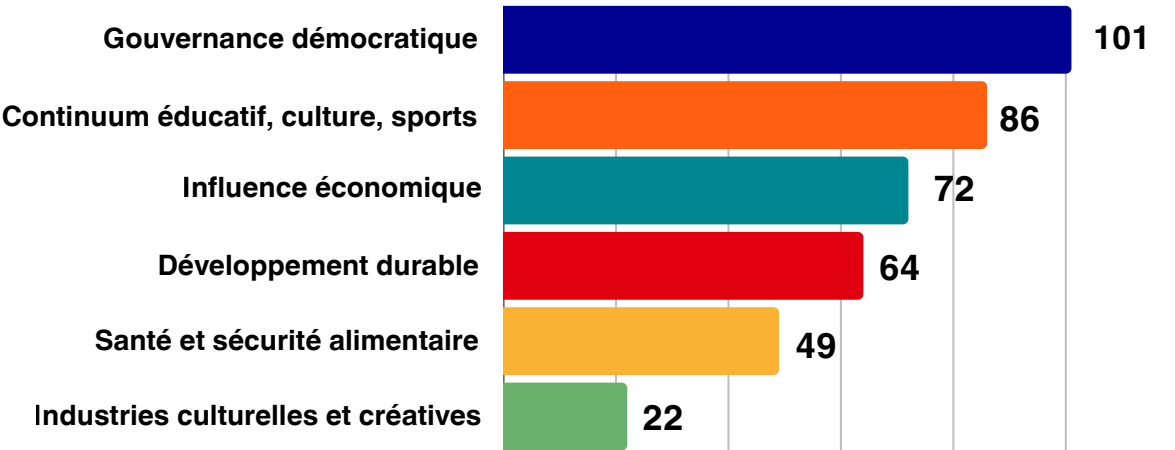
En 2024, l'objectif de doublement des ETI commandités par le MEAE a été atteint. Ces postes représentent 80% de l'ensemble des postes d'experts. Le dispositif d'influence économique de la Direction générale du Trésor s'est consolidé avec 34 experts en mission dont 11 déploiements au cours de l'année, multipliant par deux le nombre d'experts sur le terrain. Le nombre de postes financés par l'AFD a également augmenté. Les missions de ces 36 experts sont diverses : assistance à maîtrise d'ouvrage, conseil et désormais assistance technique avec 13 assistants déployés auprès de collectivités d'Outre-mer.

Les commanditaires



En pourcentage du nombre total de missions en 2024

Répartition thématique



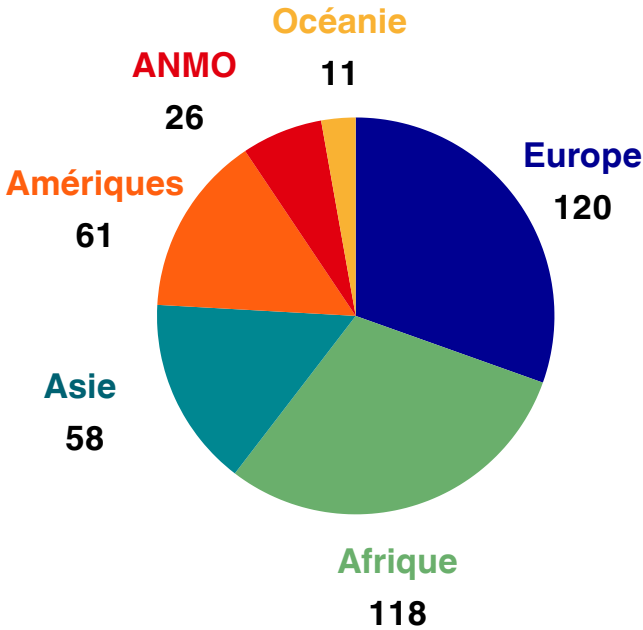
Nombre d'experts déployés au 31/12/2024

Les ETI sont recrutés pour des missions de haut niveau relevant de l'expertise technique, du conseil, de l'influence et de la coordination sur des thématiques et dans des géographies variées, au sein d'institutions nationales pour environ deux tiers des postes (ministères, agences, centre de recherche, universités) et d'organisations multilatérales en appui au déploiement de la stratégie française de coopération et d'influence.

Au 31 décembre 2024, le pôle assurait le suivi des missions déployées sur le terrain. Signe d'une dynamique extrêmement forte, le pôle a recruté 145 nouveaux experts en 2024.

Le pôle assure également pour le MEAE la gestion de 17 experts nationaux détachés auprès de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure.

Répartition géographique



Nombre d'experts déployés au 31/12/2024

394

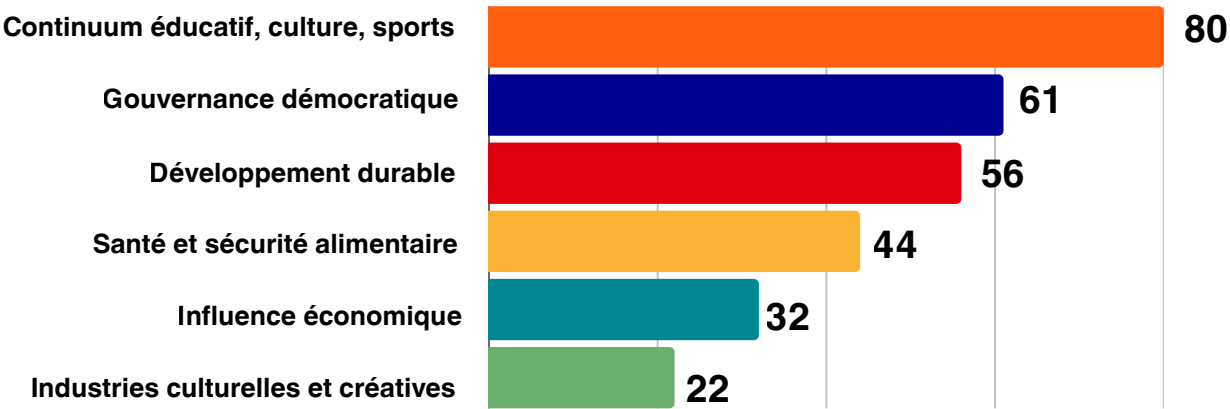
Experts en mission

En 2024, le pôle Relations experts a accompagné 394 experts en mission.

Le dispositif d’ETI piloté par le MEAE

Au 31 décembre 2024, **331 Experts Techniques Internationaux (ETI)** étaient déployés, dans **plus d’une centaine de pays pour le compte du Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères**. Ces ETI interviennent sur un **large spectre de secteurs**. En 2024 beaucoup d’entre eux ont été positionnés sur les priorités de l’agenda transformationnel du Président de la République : industries culturelles et créatives, sport, nouvelles énergies, patrimoine, les autres portant sur des secteurs plus traditionnels : santé, environnement, énergie, transports, numérique, gouvernance économique et financière.

Répartition thématique



Nombre d’experts déployés au 31/12/2024

Les structures d’accueil sont diverses - institutions régionales, institutions financières, centres de recherche, universités, administrations centrales d’Etats étrangers, organisations internationales et onusiennes, etc. En 2024, environ 1/3 des postes d’ETI sont basés dans une large gamme d’organisations internationales (OI) :

- Des **organisations intergouvernementales politique et économique principalement en Europe, Afrique Asie et Océan indien** telles que la Commission européenne, l’Union africaine, la CEDEAO, l’ASEAN, le Conseil de l’Europe, la CONFEJES ;
- **Des banques multilatérales de développement** telles que la Banque Mondiale, BERD, Banque asiatique et Banque africaine de développement ;
- **Des agences et institutions spécialisées des Nations Unies** telles que l’Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC), le Programme alimentaire mondial (PAM), l’ONU Sida, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), l’UNESCO ;

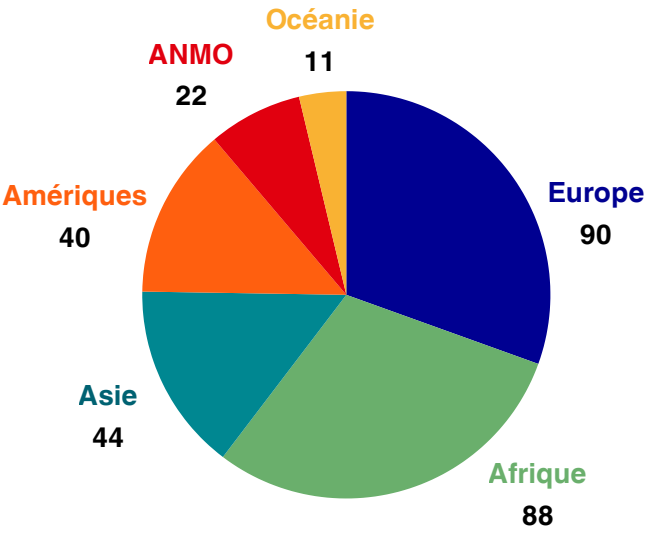
- Des **institutions intergouvernementales spécialisées dans des secteurs également très variés** tels que l’Alliance solaire internationale, Institut international pour la démocratie et l’assistance électorale (IDEA), l’Organisation internationale pour les migrations (OIM), l’Office international des épizooties, l’Union postale universelle (UPU) ;
- Et **enfin des plateformes réunissant autorités publiques et société civile** telles que Scaling Up nutrition (SUN), Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), le Fonds mondial pour l’engagement et la résilience des communautés (GCERF).

Mis à disposition auprès de ces organismes partenaires de la France, chaque ETI apporte sa propre expérience, son savoir-faire et son réseau, contribuant à favoriser l’expertise française au sein de son pays de mission et/ou de l’organisation multilatérale au sein de laquelle il ou elle est déployé.e dans une logique de coopération et d’enrichissement mutuel et fécond. Ce positionnement privilégié fait des ETI, des atouts précieux pour l’équipe France dans son ensemble, en contribuant à renforcer la relation bilatérale et à mettre en place une relation pérenne et de confiance avec les partenaires, en étant au quotidien à l’écoute de leurs besoins et en identifiant les meilleures solutions.

« Les ETI ont un rôle éminent à jouer, pour faire remonter l’information et aider à la construction de projets, et ce pour faire rayonner la France ».

Olivier RICHARD
Directeur général adjoint de la mondialisation au MEAE

Répartition géographique



Nombre d’experts déployés au 31/12/2024

331
Experts en mission
En 2024, le pôle Relations experts a accompagné 331 experts en mission pour le compte du MEAE.

Le dispositif d'ETI piloté par la DGTrésor

La création, en 2021, d'un dispositif d'ETI propre au MEFSIN, dédié à l'influence économique, vise à soutenir les intérêts économiques français à l'international, tout en constituant une modalité de notre aide aux pays bénéficiaires.

Les axes privilégiés des missions ETI qui sont créées sont les suivants :

- L'appui à l'élaboration de politiques publiques sectorielles génératrices à terme de projets d'investissements (transports, énergie, numérique, environnement etc.) ;
- L'amélioration des pratiques de gouvernance économique et financière (réformes budgétaires et fiscales, réformes des entreprises publiques, Partenariats-Public-Privé etc.) ;
- L'appui aux priorités françaises au sein des banques multilatérales et des bailleurs internationaux (BERD, Banque mondiale, SFI etc.).
-

La signature, entre la DG Trésor et Expertise France du second marché triennal relatif aux experts techniques internationaux en avril 2025, ancre notre volonté de pérenniser ce dispositif et de le renforcer.

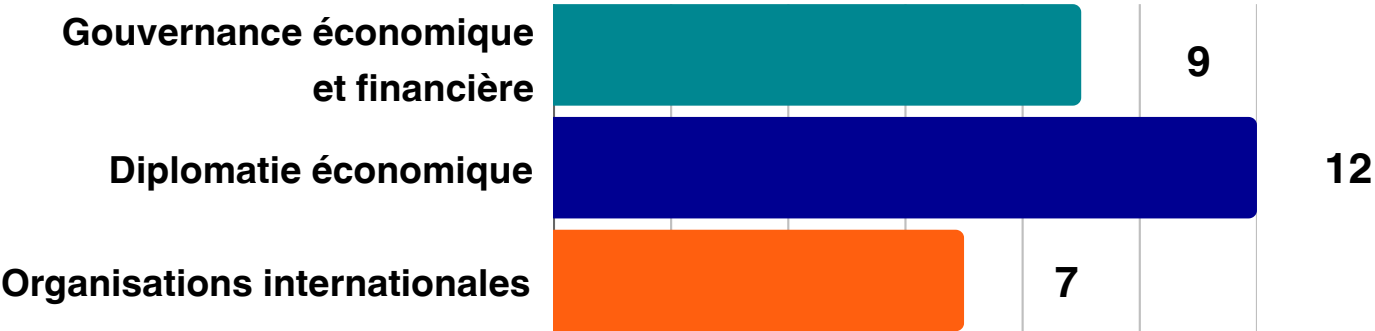
Cette consolidation suppose d'une part de mettre l'accent sur l'évaluation des premières missions achevées afin de tirer les premiers retours d'expérience nécessaires à l'origination de nouvelles missions, et d'autre part de mobiliser encore davantage les acteurs publics et privés de l'expertise sectorielle française (INRAE, CIRAD, CNES, comités stratégiques de filières à l'export etc.).

L'objectif est ainsi de créer le plus de synergies possibles, à la fois avec les filières françaises et les entreprises, implantées localement ou non, et également avec les autres dispositifs de financements à l'export, tels que le **Fonds d'études et d'aide au secteur privé** et le **Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences**.

 **Céline HÉRICHER**

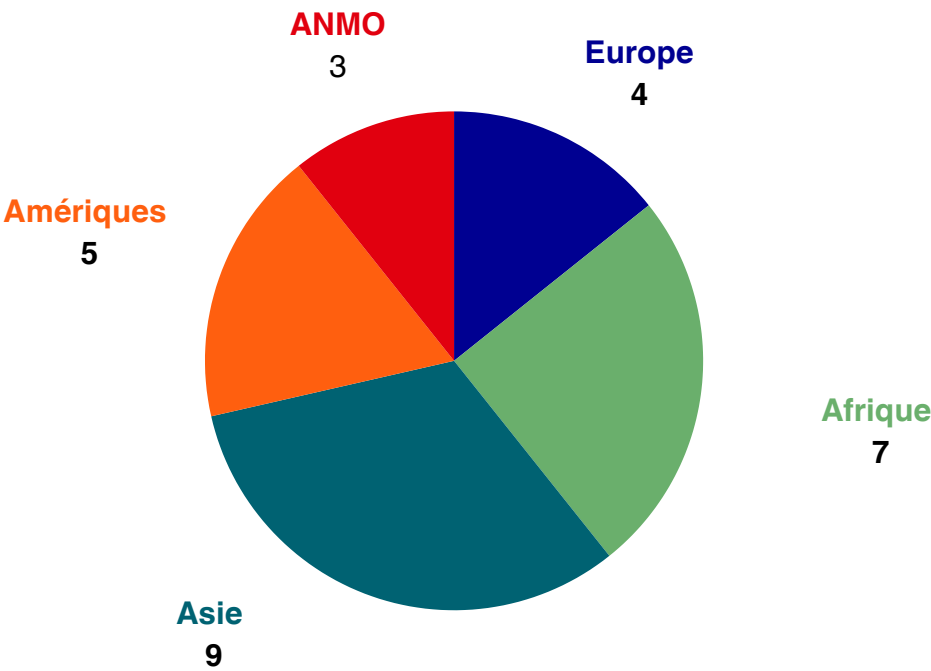
Adjointe au chef du bureau des financements directs de la Direction générale du Trésor
(Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique)

Répartition thématique



Nombre d'experts déployés au 31/12/2024

Répartition géographique



Nombre d'experts déployés au 31/12/2024

28

Experts en mission

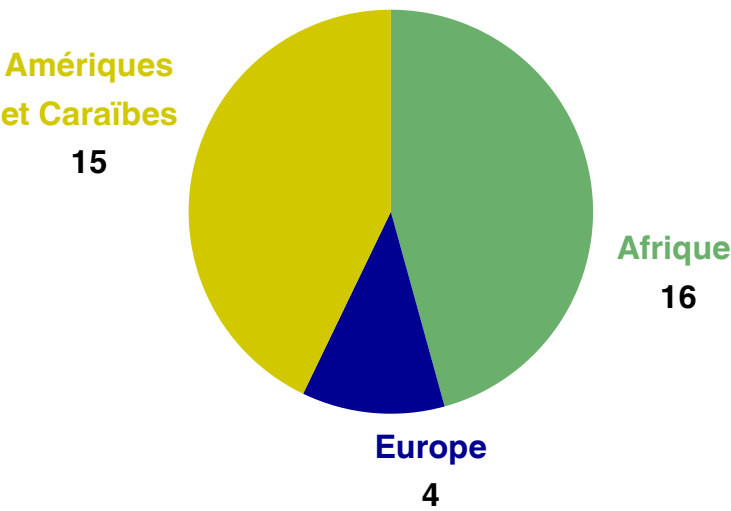
En 2024, le pôle Relations experts a accompagné 28 experts pour le compte de la Direction générale du Trésor.

Les dispositifs pilotés par l'AFD

Le pôle Relations experts met en œuvre pour le compte de l'AFD plusieurs types de commandes parmi lesquelles le dispositif d'Assistance technique dans les Outre-mer, le dispositif de renforcement des capacités de la Commission de l'Union africaine, des assistants techniques résidents au sein d'administrations partenaires et des assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre de projets ou financés par l'AFD. Au Congo ou au Togo, les AMO appuient la maîtrise d'ouvrage locale et sont pilotés par les équipes de l'AFD.

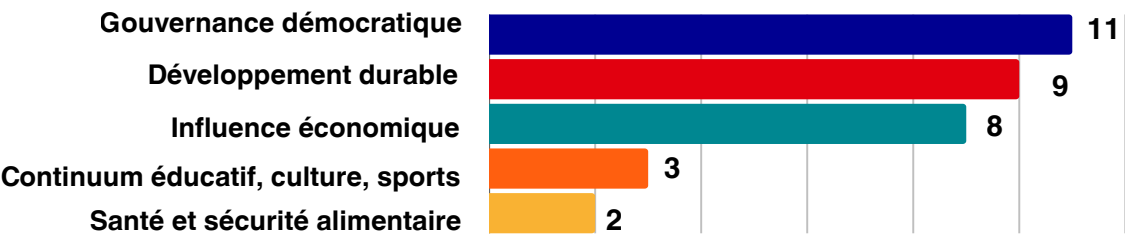
Cette dynamique croissante favorise les synergies opérationnelles EF-AFD et renforce l'approche groupe AFD.

Répartition géographique



Nombre d'assistants techniques déployés au 31/12/2024

Répartition thématique



Nombre d'assistants techniques déployés au 31/12/2024

Le dispositif de renforcement des capacités de la Commission de l'Union Africaine

Dans le cadre du dialogue stratégique de la France avec la Commission de l'Union africaine, le pôle Relations experts met en œuvre pour le compte de l'AFD un dispositif de renforcement de capacités de la CUA. L'objectif est de soutenir les efforts de l'organisation pour mettre en œuvre l'Agenda 2063.

Piloté par l'Ambassade de France en Éthiopie et l'AFD, ce dispositif repose sur deux composantes :

- Le recrutement de 5 assistants techniques (AT) mis à la disposition de la CUA sur des sujets prioritaires identifiés par l'organisation ;
- Le financement pour des agents de la CUA de formations dispensées par des organismes français.

En 2024, l'unité gouvernance du pôle Relations experts, a déployé deux AT au sein de la division «Innovation, Industries et Minéraux » et de la Direction des Ressources humaines de la CUA. Trois autres recrutements sont en cours dans les domaines de la cybersécurité, de la mobilisation des ressources et du pilotage stratégique.

Le réseau d'assistants techniques dans les Outre-mer

L'ouverture du mandat d'Expertise France à l'Outre-mer, décidée lors du Comité Interministériel des Outre-mer (CIOM) de juillet 2023, a marqué une avancée concrète pour renforcer l'appui aux collectivités territoriales ultra-marines. Ce nouveau cadre, mis en place pour une période expérimentale de trois ans, a été conçu en lien étroit avec le Ministère des Outre-mer. Il vise à accélérer le recrutement d'assistants techniques dans ces territoires, confrontés à un manque important d'ingénierie

Un an et demi plus tard, les résultats sont au rendez-vous : 27 AT ont été recrutés ou sont en cours de recrutement. Sur des enjeux critiques, comme la gestion de l'eau en Guadeloupe, l'arrivée de 5 AT pour accompagner le Syndicat mixte de Gestion de l'eau et de l'assainissement (SMGEAG) dans sa transformation illustre pleinement l'intérêt que peut avoir un appui ciblé et résidentiel. 17 collectivités liées à un contrat de redressement en Outre-mer (COROM) sont également accompagnées par des experts juridiques et financiers pour améliorer le pilotage de leurs finances, comme les communes de Fort-de-France et Ouangani

Des expertises ont été déployées dans les trois bassins océaniques, y compris dans des géographies isolées. À Wallis-et-Futuna, un chargé de suivi des opérations a été recruté pour accélérer la mise en œuvre de projets structurants pour le territoire et un AT rejoindra prochainement les îles Marquises auprès de la communauté de communes. Du point de vue opérationnel, ce nouveau cadre représente pour l'AFD un gain de temps et d'efficacité précieux, tout en offrant aux experts un contrat plus sécurisant.

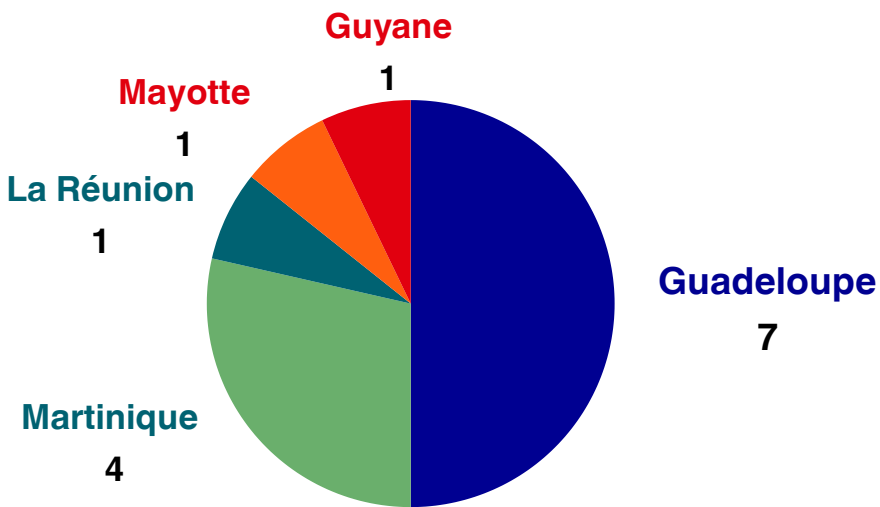
Enfin, cette première année de collaboration avec Expertise France a été l'occasion d'apporter, au fil des retours d'expérience, des ajustements utiles pour consolider les pratiques et harmoniser nos façons de faire pour les nouveaux recrutements à venir en 2025. Je tiens à remercier ici les équipes d'Expertise France pour leur engagement à nos côtés dans notre mission d'apporter une assistance technique réactive aux collectivités.



Matthieu DISCOUR

Directeur du Département Trois Océans, Agence française de développement

Répartition géographique des AT dans les Outre-mer



Nombre d'assistants techniques déployés au 31/12/2024



La lettre d'information du pôle Relations experts

Trois ans après son lancement, la lettre d'information du pôle Relations experts est diffusée à plus de **2000** destinataires. Un succès qui témoigne d'une visibilité croissante du dispositif d'expertise technique internationale et des réalisations des experts.

Chaque mois, plusieurs missions sont mises en lumière, offrant aux experts la possibilité de valoriser leurs missions, leurs partenaires et les thématiques sur lesquelles ils interviennent.

Inscrivez-vous à
la lettre d'informations :



Dans un contexte de développement du dispositif – avec 170 postes à pourvoir en 2024 -, la lettre d'information joue également un rôle clé dans la promotion des offres d'expertise. Diffusée auprès des experts, du réseau diplomatique, des partenaires institutionnels, du groupe AFD, elle renforce la visibilité des offres publiées. L'inscription a par ailleurs été simplifiée : elle est désormais possible grâce à un lien et un QR code.



Le Portail de mobilisation de l'expertise à l'international

Lancé en septembre 2023 par la secrétaire d'État Chryzoula Zacharopoulou, à l'occasion des Journées de l'expertise technique internationale, le portail de mobilisation de l'expertise à l'international s'inscrit dans une dynamique interministérielle portée par Expertise France. Il répond à une ambition forte : renouveler et valoriser l'offre française d'expertise technique à l'international, tout en facilitant l'accès, afin de mieux répondre aux priorités géographiques et sectorielles de la coopération.

Destiné en priorité aux expert.es, qu'ils soient en recherche d'une première mission à l'international ou déjà aguerri.es, ce portail centralise les informations clés sur les grands secteurs de coopération, les dispositifs de mobilisation existants, les conditions pratiques de déploiement, les modalités contractuelles, ainsi que les opportunités de mission.

Pensé comme un outil de mise en réseau, il comprend un extranet, **Mon espace membre**,

permettant aux expert-es de créer leur profil, de figurer dans un annuaire regroupant près de 400 membres actifs, d'échanger entre pairs, de partager leurs retours d'expérience et de valoriser les initiatives menées sur le terrain. Cet espace est également accessible aux administrations centrales, au réseau diplomatique et de coopération, aux partenaires d'Expertise France, ainsi qu'à l'ensemble de l'Équipe France, renforçant ainsi les interactions entre les différents acteurs de la coopération internationale.

Pour Expertise France, ce portail constitue un outil essentiel de visibilité et de mobilisation. Face à des enjeux croissants de recrutement sur des thématiques variées, nécessitant des expertises pointues dans toutes les zones géographiques, il permet de mieux répondre aux besoins des pays partenaires tout en valorisant les parcours professionnels des expert-es déployé.es.

Accéder au portail de Mobilisation de l'expertise:

ME PORTAIL
DE MOBILISATION
DE L'EXPERTISE
À L'INTERNATIONAL



En créant ce portail, nous avons voulu répondre aux attentes concrètes des expert.es : mieux s'informer, repérer les missions, connaître les dispositifs et simplifier les démarches. C'est un espace pensé pour les accompagner, valoriser leur expérience sur le terrain et créer des passerelles entre celles et ceux qui font vivre l'expertise française à l'international.

Erica OTTO

Chargée du développement et de l'animation du Portail

**EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD

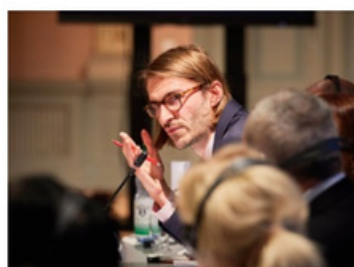
**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
Liberté
Égalité
Fraternité

Pôle Relations Experts – Mai 2025

| La lettre d'information

A l'occasion du mois de l'Europe, découvrez les missions de deux ETI travaillant sur des thématiques européennes : Isabelle Thomas-Delic, conseillère auprès du Ministère des affaires européennes du Monténégro, et Guillaume Ohleyer, responsable de projets franco-allemands sur les questions européennes, à la fondation Genshagen. Découvrez également le récit d'une collaboration scientifique franco-cambodgienne, témoignage proposé par Robraw ANN, Vice-Doyen de la Faculté de Pédagogie Institut National d'Éducation du Cambodge (INE) et Isabelle BOKHARI, Conseillère du Vice-Premier Ministre de l'Éducation de la Jeunesse et des Sports du Cambodge.

Explorez les nombreuses opportunités proposées par le Pôle Relations Experts. Nous proposons des postes d'expertise résidentielle de longue durée, de 12 à 48 mois, pour soutenir nos partenaires institutionnels et contribuer à des projets de coopération ambitieux.



Les experts à l'honneur

A l'occasion du mois de l'Europe, découvrez la mission de Guillaume Ohleyer, ETI responsable de projets franco-allemands sur les questions européennes, à la fondation Genshagen.

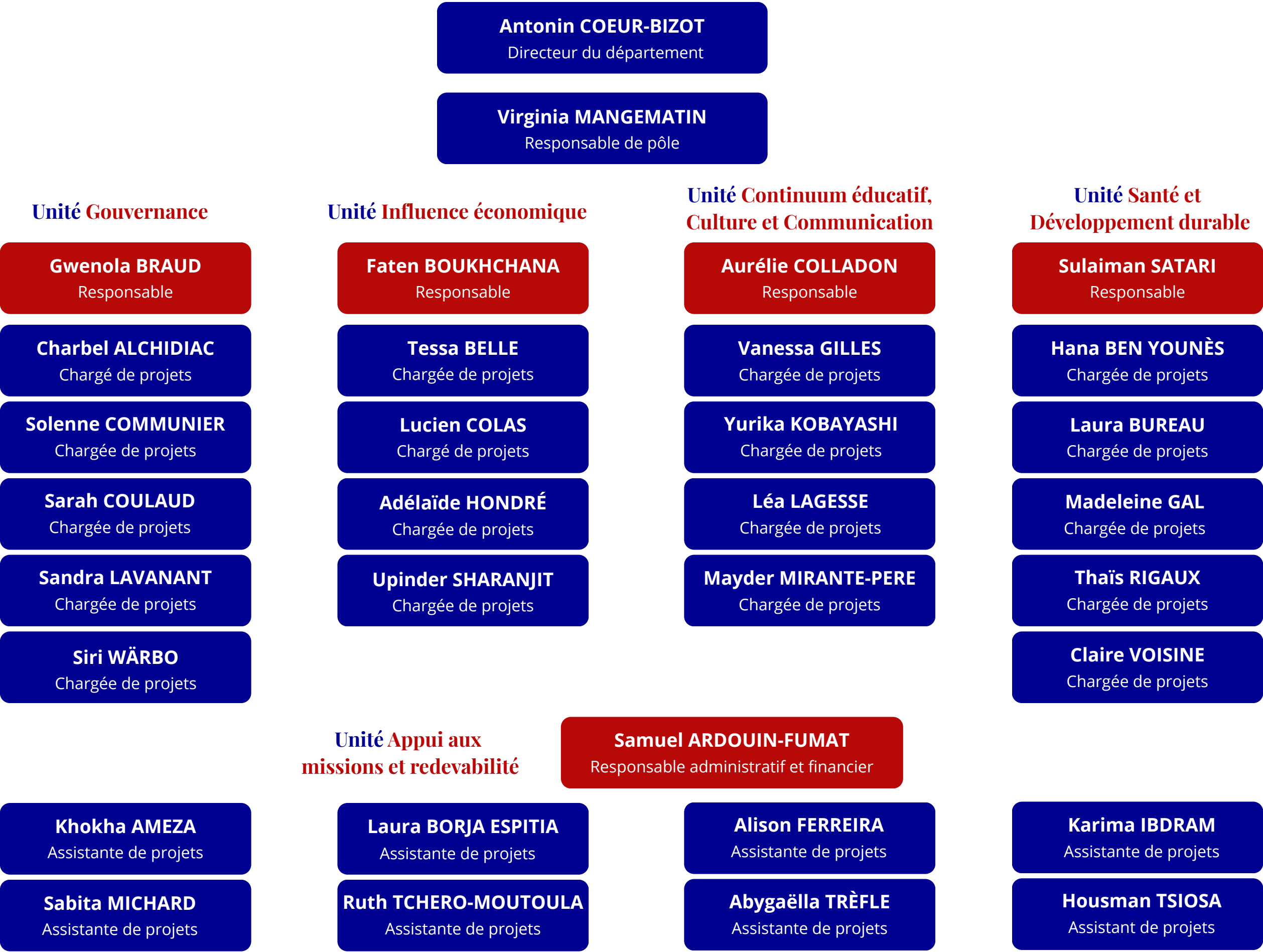


Les experts à l'honneur

Découvrez le témoignage d'Isabelle Thomas-Delic, ETI conseillère auprès du Ministère des affaires européennes du Monténégro.

[LIRE L'ARTICLE](#)

L'organigramme du pôle Relations experts





PARTIE II

La valorisation du réseau des ETI

Les réunions régionales du réseau de coopération et d'action culturelle



Afrique, Océan indien et Moyen-Orient

Dans un format géographique inédit cette année, cette réunion a réuni les 4 et 5 avril 2024 à Paris les agents du réseau de coopération et d'action culturelle des zones DAOI et ANMO, les directions et délégations du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ainsi que des représentants, des opérateurs, partenaires et autres ministères. L'équipe du Pôle Relations experts était présente, ainsi que 6 ETI actuellement en poste sur ces zones. Au programme durant ces deux journées : de nombreux temps d'échange, de partage et de propositions sur

l'avenir de la diplomatie culturelle et de coopération, au travers notamment de différents ateliers interactifs thématiques et géographiques.

Cette année, le dispositif ETI a été tout particulièrement mis en valeur comme l'un des principaux instruments à disposition du réseau pour mettre en œuvre l'ambition de la France de développer des dynamiques de coopération toujours plus partenariales, notamment dans le cadre des principes et objectifs de « l'agenda transformationnel » en Afrique.



Asie et Océanie

Inès Schmitt, coordinatrice d'unité du pôle, s'est rendue en Thaïlande et au Vietnam les 30 et 31 mai 2024, à l'occasion de la réunion régionale du réseau de coopération culturelle pour les zones Asie et Océanie.

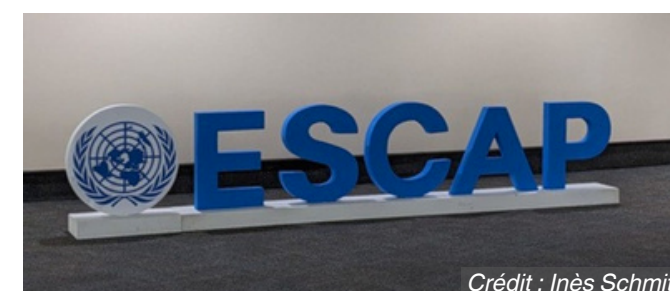
Un atelier était consacré au dispositif ETI, au cours duquel les représentants des ambassades ont souligné leur intérêt pour les missions d'ETI qu'ils coordonnent. Les ETI sont pour eux des sources d'informations précieuses et des relais essentiels dans la communication avec la structure d'accueil.



Ce déplacement a aussi été l'occasion de rencontrer les ETI déployés en Thaïlande et au Vietnam, leurs structures d'accueil, et le réseau institutionnel et l'équipe France, afin d'échanger sur le dispositif ETI et sa mise en œuvre.

Des rencontres ainsi pu être organisés avec 8 ETI et leur organisme d'accueil dans les domaines de l'éducation, des transports, de la régulation économique et de la santé animale.

Ces échanges ont permis de mieux appréhender le contexte de chacune des missions et d'identifier les besoins en matière d'animation et de mise en réseau avec les autres experts et le groupe AFD.



Amériques

Faten Boukhchana, Responsable de l'unité influence économique du pôle Relations experts, s'est rendue à Mexico à l'occasion de la réunion régionale Amériques du réseau culturel et de coopération du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères des 5 et 6 décembre 2024. Elle a participé à un atelier sur les enjeux liés aux dispositifs des Fonds Équipe France (FEF) et des Experts Techniques Internationaux (ETI).

Cet atelier a été l'occasion pour le Ministère de rappeler la montée en puissance significative depuis 2023 de ces deux outils à la main des Services de coopération et d'action culturelle.

Deux ETI étaient invités à partager leur expérience : **Marjorie Pons**, ETI en appui à l'enseignement du français auprès de l'Administration nationale de l'Éducation publique (ANEP) en Uruguay, et **Ludovic**

Doyennette, Expert climat, environnement économie circulaire et villes durables auprès du Ministère de l'environnement de Mexico.

Cette séquence a permis de revenir sur le positionnement et le rôle d'un ETI, et les liens possibles avec les FEF. Les experts sont ainsi intervenus sur le rôle qu'ils peuvent jouer dans l'identification d'opportunités pour les FEF, l'aide au cadrage et à l'élaboration, ainsi que l'appui qu'ils peuvent apporter dans la rédaction des projets auprès du partenaire. Il a été rappelé que l'ETI ne peut pas porter de responsabilité opérationnelle dans l'exécution de ces projets.

Représentant Expertise France, Faten Boukhchana a présenté le rôle d'Expertise France dans le dispositif.





Les Journées de l'expertise technique internationale

Plus de **250 participants**, dont quelques **175 Expert.es techniques internationaux (ETI)**, partenaires et commanditaires, se sont retrouvés pour deux jours de conférences, d'ateliers et d'échanges à l'INSP à Paris organisé par le pôle Relations experts. Cette édition avait été précédée de deux journées de préparation au départ pour une cinquantaine de primo-partants. Un moment d'apprentissage et de convivialité, avant de (re)partir vers l'un des quelques **110 pays d'intervention**.

« Nous entendons les éloges faits par les ministres, les présidents d'universités et toutes les structures d'accueil au sujet du travail que vous fournissez au quotidien. A votre savoir-faire technique, s'ajoute votre capacité à mettre ce savoir au service d'une politique publique ».

Jérémie PELLET

Directeur général d'Expertise France

Au 31 décembre 2023, 280 experts étaient déployés par le Département Coopération Bilatérale et Mobilisation de l'Expertise, qu'ils soient Experts Techniques Internationaux, Experts Nationaux Détachés au sein de services de la commission européenne, ou encore Assistants Techniques au sein de collectivités territoriales d'outre-mer, avec une diversité marquée sur le plan géographique, et sur des secteurs très variés, de l'agriculture à l'éducation, en passant par des domaines de pointe, comme l'IA, le spatial ou encore l'hydrogène.

Olivier Richard, directeur général adjoint de la mondialisation au MEAE, en a profité pour rappeler le choix en 2023 d'élargir le dispositif à tous les continents et en a profité pour adresser ses remerciements aux ETI.

« Vous avez un rôle éminent à jouer, pour faire remonter l'information et aider à la construction de projets, et ce pour faire rayonner la France ».

Olivier RICHARD

Directeur général adjoint de la mondialisation au MEAE

Il a également rappelé l'importance de travailler en « Equipe France » et le rôle de « traducteurs » des ETI pour les administrations et entreprises françaises sur le terrain comme en France. Armel Castets, Sous-directeur du financement international des entreprises et du soutien au commerce extérieur de la Direction générale du Trésor, a abondé dans ce sens.

« Félicitations aux primo-partants, vous avez accepté une mission passionnante, mais difficile. Vous êtes au carrefour de la coopération et de l'influence économique, d'autant plus dans un contexte d'intensification de la compétition économique avec les grands pays émergents ».

Armel CASTETS

Sous-directeur du financement international des entreprises et du soutien au commerce extérieur de la Direction générale du Trésor



Crédit : Erica OTTO



Les journées de préparation au départ

Organisée sur deux jours, les **27 et 28 août 2024**, à l'Institut national du service public (INSP) à Paris, en amont des Journées de l'expertise technique internationale, la session de préparation au départ (PAD) a constitué une étape clé du parcours des experts techniques internationaux (ETI) déployés par Expertise France. Ce stage, pensé comme un socle commun de formation pour des professionnels aux profils et aux parcours très diversifiés, vise **à accompagner au mieux les futurs experts dans leur prise de poste à l'étranger, et les préparer efficacement à leurs nouvelles responsabilités**, tout en facilitant leur intégration dans le réseau d'acteurs de la coopération française.

Conçue par le **Pôle Relations experts (REX)**, la formation, réunissant une quarantaine de participants, est structurée autour de trois grands axes :

- **Le positionnement de l'ETI** dans son écosystème d'intervention (organisme d'accueil, commanditaires, ambassade, Expertise France), à travers des présentations, mises en situation et jeux de rôle ;
- **La gestion de mission et les aspects administratifs**, avec des briefings RH, un focus sur la plateforme intranet d'EF, et un module sécurité adapté aux contextes de terrain ;
- **L'interculturalité**, abordée via une activité immersive, pour mieux comprendre les enjeux de communication, d'adaptation et de posture professionnelle dans des contextes multiculturels ;
- **Un projet collectif** a également permis aux participants de collaborer autour de la valorisation du rôle des ETI, tout en favorisant les échanges entre pairs.

L'ensemble de la session a été rythmé par des temps conviviaux (brise-glace, cocktail de clôture), renforçant le sentiment d'appartenance à la communauté d'Expertise France.

À travers ces différentes interventions pluridisciplinaires, les experts ont été invités à réfléchir aux spécificités de leur rôle – à l'interface entre l'organisme d'accueil, le commanditaire et ses représentants sur le terrain, et Expertise France.

Face à la diversité des profils et à l'autonomie attendue sur le terrain, cette formation vise à offrir **un socle commun de références, d'outils et de contacts**, permettant aux experts de partir avec des repères solides. Elle répond aussi à un besoin identifié : **prévenir le sentiment d'isolement** lié à des missions en autonomie dans des environnements parfois complexes.

L'édition 2024 a marqué une nouvelle étape dans la structuration du dispositif d'accompagnement des ETI, et illustre l'engagement d'Expertise France **pour la préparation, la sécurité et la valorisation de ses experts à l'international**.



Crédit : Erica OTTO



PARTIE III

L'activité des unités thématiques

Le pôle Relations experts est structuré en cinq unités, dont quatre unités thématiques. Chacune suit les missions d'une centaine d'experts, opère les recrutements, anime les réseaux et met en œuvre les commandes confiées au pôle Relations experts.

Unité “Influence économique”



Faten BOUKHCHANA

Responsable de l'unité Influence économique, Pôle Relations experts

L'unité Influence économique assure le suivi de 60 missions d'expertise qui concourent directement à la coopération économique française. Ces missions sont réparties dans 47 pays, avec près de 30% d'entre elles localisées sur le continent asiatique. Ces missions d'expertise sont également présentes sur le continent européen (23%), dans les pays d'Afrique subsaharienne (18%), en Afrique du Nord/Moyen-Orient (10%), mais aussi en Amériques (10% en Amérique du nord et 5% en Amérique du sud) ainsi qu'en Océanie (5%).

L'unité influence économique gère plusieurs dispositifs de mise à disposition d'expertise :

- Une partie du dispositif d'expertise technique internationale du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, avec la gestion de 32 experts déployés fin 2024 sur des thématiques économiques et financières ;
- Le dispositif d'expertise technique internationale du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN, Direction générale du Trésor (DGT)) qui compte 28 experts déployés fin 2024.

Ces deux dispositifs, en influence économique, répondent à trois priorités stratégiques :

- **L'appui à l'élaboration de politiques publiques sectorielles (37 postes).** Ces postes concernent des secteurs clés tels que l'innovation technologique (16 experts dont 15 experts MEAE), l'énergie (7 experts dont 5 experts MEAE), le transport (6 experts) et l'agriculture (3 experts).
- **L'amélioration des pratiques de bonne gouvernance économique et financière (11 postes).** Ces postes concernent notamment les réformes économiques et fiscales (4 experts DGT), la gouvernance des entreprises publiques, ainsi que les normes comptables (2 postes DGT).
- **L'appui aux priorités françaises au sein des institutions financières internationales (12 postes).** Ces postes concernent notamment la finance climat (6 postes dont 4 DGT) et le commerce international et le développement économique local (3 postes).

Les ETI de l'unité Influence économique : acteurs stratégiques de promotion des savoir-faire et intérêts français

Le dispositif des ETI en coopération économique a été conçu pour répondre aux besoins techniques des pays partenaires tout en renforçant les liens économiques et diplomatiques de la France. Leur positionnement privilégié permet notamment d'apporter un appui aux autorités partenaires dans la conclusion de grands contrats et la passation de marchés. Ils offrent aux autorités et entreprises françaises un accès privilégié à l'information, aux acteurs clés et aux opportunités des marchés étrangers, et participent à l'identification des besoins locaux et à la valorisation du savoir-faire français. Les ETI jouent par ailleurs un rôle important dans la sensibilisation des acteurs français aux nouvelles législations, normes et accords internationaux, facilitent les implantations françaises à l'étranger et contribuent à promouvoir la France comme destination d'investissements.



Mathilde BRILLU

Experte en soutien à l'innovation technologique au sein du MaRS Discovery à Toronto au Canada

Dans un contexte de transformation technologique accélérée et de défis globaux croissants, la coopération scientifique et technologique entre la France et le Canada constitue un axe stratégique fort. Depuis 2024, j'occupe le poste d'ETI Innovation au Canada au sein du MaRS Discovery District à Toronto, avec un mandat pancanadien couvrant plusieurs secteurs prioritaires.

Intégrée dans le réseau de la France au Canada, notamment le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC), le Service Economique Régional (SER), Business France et la French Tech Toronto – **mon rôle vise à renforcer les synergies entre les écosystèmes d'innovation français et canadiens**. Mes domaines d'intervention sont alignés sur la feuille de route conjointe définie par le comité mixte France-Canada en science, technologie et innovation, incluant la santé, la transition énergétique, les technologies quantiques, l'intelligence artificielle et les océans.

Ce positionnement au sein d'un centre d'innovation à Toronto me permet de développer une connaissance fine des dynamiques d'innovation canadiennes, en particulier dans les provinces anglophones, et d'identifier les opportunités de coopération technologique avec des acteurs clés tels que les start-ups, incubateurs, centres de recherche, universités, investisseurs et clusters. **Un enjeu important réside dans le renforcement de la visibilité de l'offre**

scientifique et technologique française et dans le renforcement de la visibilité de l'offre scientifique et technologique française et dans la valorisation des complémentarités bilatérales. Il s'agit également de lever certains freins persistants, tels que la perception d'une barrière linguistique, qui peuvent encore limiter l'intérêt des partenaires canadiens.

En 2024, j'ai accompagné le lancement et la mise en œuvre du programme In2novation, un dispositif bilatéral de soutien à la R&D collaborative entre la France et le Canada. Cofinancé par les deux pays, ce programme a pour objectif de favoriser l'émergence de projets conjoints à fort potentiel d'innovation, en rapprochant les écosystèmes de recherche et d'innovation des deux rives de l'Atlantique. Il constitue un outil structurant au service du développement de coopérations concrètes dans des secteurs stratégiques.

Dans le prolongement des recommandations formulées par le rapport Abeona (2023), qui souligne les freins à la pleine participation des femmes dans les secteurs technologiques, mes missions incluent la mise en réseau des écosystèmes, au partage de bonnes pratiques, ainsi qu'à la diffusion d'initiatives exemplaires en matière de diversité et d'inclusion. En facilitant les échanges entre institutions, incubateurs, investisseurs et entrepreneures, cette mission contribue à faire émerger un environnement plus favorable à l'entrepreneuriat féminin et à une

représentation plus équilibrée des femmes dans la tech, en cohérence avec les priorités de la diplomatie scientifique et économique française.

Grâce à la convergence des priorités stratégiques franco-canadiennes et à la richesse des interactions bilatérales, cette mission contribue à structurer une diplomatie de l'innovation ambitieuse, inclusive et tournée vers l'avenir. **Le rôle d'ETI Innovation constitue ainsi un levier opérationnel essentiel pour approfondir la coopération**



Le réseau des ETI Innovation et Entrepreneuriat incarne la place croissante des nouvelles technologies et de la coopération scientifique dans la stratégie diplomatique de la France. En 2024, six nouveaux experts ont rejoint ce dispositif, portant à 19 le nombre d'ETI Innovation déployés à travers le monde.

Accueillis au sein de structures variées (universités, incubateurs, ministères, think tanks) ces ETI participent à la promotion des acteurs français de l'innovation à l'étranger, à la création de partenariats scientifiques et technologiques, ainsi qu'à l'animation de dialogues bilatéraux sur les grands enjeux globaux : santé, climat, intelligence artificielle, océan, inclusion numérique, etc. Le réseau des ETI Innovation se réunit chaque mois avec la direction de la diplomatie économique du MEAE. Ces rendez-vous sont l'occasion de partager les bonnes pratiques, d'échanger sur les défis rencontrés sur le terrain et de faire émerger des synergies entre les projets.

Mathilde Brillu, en mission depuis février 2024 au sein du MaRS Discovery District, l'un des plus grands pôles d'innovation en Amérique du Nord, porte cette approche intégrée. À Toronto, elle contribue activement au dialogue franco-canadien sur l'innovation. Elle a su construire un réseau d'acteurs clés, facilitant la circulation des idées, des talents et des projets. Ses priorités sont portées sur des domaines à fort impact sociétal : la santé, l'intelligence artificielle et l'innovation inclusive. D'autres ETI ont développé des projets autour de l'éducation, des énergies propres ou de la souveraineté numérique.

Cette diversité des thématiques et des écosystèmes d'accueil témoigne de la richesse du réseau des ETI Innovation. Tous partagent un même objectif : mettre l'innovation au service des grands enjeux de demain et faire de la France un acteur de référence sur la scène technologique mondiale.

technologique entre la France et le Canada, en mobilisant les expertises, les réseaux et les valeurs partagées des deux pays.



Crédit : Mathilde BRILLU

Adelaïde HONDRÉ

Chargée de projets, Pôle Relations experts



Loïc LESPAGNOL

Spécialiste des transports à nouveaux carburants au sein du Ministère chilien de l'Energie à Santiago, au Chili

En novembre 2020, le ministère de l'énergie a publié la Stratégie nationale chilienne de l'hydrogène bas carbone, visant à faire du Chili un leader dans la production et l'exportation d'hydrogène bas carbone, **grâce à son avantage concurrentiel de production d'énergie renouvelable à faible coût** (ensoleillement dans le nord du pays et vents continus en Patagonie).



Crédit : Loïc LESPAGNOL

L'unité **"énergies nouvelles"** à laquelle j'appartiens est responsable de la mise en œuvre et du plan d'action de la stratégie nationale en faveur de l'hydrogène bas carbone. Je fais le pont entre les acteurs de la filière française de l'hydrogène et le Chili en essayant d'accroître la coopération entre les deux pays.

Deux ans après mon déploiement au sein du ministère de l'Énergie du Chili, beaucoup d'initiatives franco-chiliennes ont été lancées: positionnement de PME françaises sur le marché chilien, lancement

d'une coopération bilatérale sur la formation technique, défense des intérêts français à travers l'organisation du comité de pilotage de l'IPHE, etc.

Ces succès sont principalement attribuables à la collaboration étroite au sein de la communauté française au Chili, notamment à travers l'ambassade de France, Business France, ainsi que les divers réseaux d'entreprises françaises présents dans le pays (Total Energies, ENGIE, EDF, Air Liquide, CVE, le consortium de l'aéroport de Santiago ADP-Vinci, Airbus, etc.).

Le soutien politique, illustré par les visites bilatérales (telles que celle du Président de la République Emmanuel Macron en novembre 2024, de la Ministre déléguée chargée du Commerce extérieur Sophie Primas en octobre 2024, et du sous-secrétaire d'État à l'énergie chilien au salon Hyvolution à Paris en janvier 2025), **a sans aucun doute positionné la France, au Chili, comme l'une des nations les plus actives dans le domaine de l'hydrogène.**

De plus, à l'initiative de plusieurs ETI déployés à travers le monde, **nous avons créé un groupe de travail sur l'énergie.** L'objectif de ce groupe est de nous informer mutuellement sur les dynamiques énergétiques de chaque pays et de partager les meilleures pratiques. Bien que nous présentions des différences notables, telles que nos entités d'accueil, nos zones géographiques et nos parcours professionnels initiaux, nous travaillons tous

avec un objectif commun : renforcer la coopération bilatérale entre la France et nos pays de déploiement sur des thématiques énergétiques.

Cette initiative agile nous permet de **mutualiser** nos connaissances et d'augmenter les possibilités de coopération future. Par exemple, je m'appuie sur les connaissances, les idées et le réseau de mes deux collègues Prune BOKOBZA et Mélanie DUCROS, toutes deux basées en Australie en tant qu'ETI énergies.



Par ailleurs, d'autres collègues basés en Amérique me permettent de comprendre les spécificités régionales énergétiques (dont s'inspire d'ailleurs le Chili pour développer ses propres politiques publiques), comme c'est le cas avec Samuel BOURDEAU, ETI au Mexique, ou avec Morgane BERGER, coordinatrice régionale d'Expertise France pour le Cône Sud, le Brésil et les Caraïbes, basée en Colombie.



Pascal GUILLAUME

Conseiller pour les infrastructures ferroviaires Grande Vitesse chez Správa železnic à Prague, en République Tchèque

Le projet de réseau de Lignes ferroviaires à Grande Vitesse (LGV), qui prévoit la construction d'environ 880 km de lignes nouvelles sur les axes Dresde-Prague-Brno-Vienne et Brno-Ostrava-Varsovie, s'inscrit dans le réseau central du réseau transeuropéen de transport (RTE-T). La plupart de ces nouvelles lignes ferroviaires sont conçues pour de la grande vitesse (LGV), avec une vitesse d'exploitation de 320 km/h. **Le modèle adopté par le gouvernement tchèque est le système Grande Vitesse développé en France** depuis la fin des années 70.

Ce projet donne lieu depuis 2019 à une coopération spécifique entre la France et la République tchèque, à travers, d'une part, un groupe de travail entre les deux ministères français et tchèque chargés des transports qui se réunit annuellement et, d'autre part, un accord de coopération signé en 2021 entre SNCF et SŽ pour une durée de huit ans, prévoyant la fourniture par SNCF Réseau de prestations d'expertise technique portant sur l'ensemble du cycle d'investissement.

L'ambassade de France à Prague a apporté un fort soutien à la mise en place de ces accords et, **en 2023, a proposé au gouvernement tchèque et à Sprava Zeleznic la mise à disposition d'un expert technique pour une assistance technique et contractuelle sur les projets de Ligne à Grande Vitesse en Partenariat Public Privé (PPP)**. En mars 2024, je prenais mes fonctions à Prague au sein de l'équipe projet VRT (Grande Vitesse)

de Sprava Zeleznic.
L'objectif de ma présence au sein de Sprava Zeleznic est :
1. D'apporter un soutien continu à la Direction de Projet de SZ pour la mise en œuvre du projet en étroite collaboration avec SNCF Réseau,
2. De conseiller SZ sur les volets conception, organisation et gestion du projet ainsi que sur le montage en Partenariat Public Privé.

Cet apport se fait sur la base de l'expérience française en matière de Ligne à Grande Vitesse, notamment sur les derniers projets réalisés en PPP (LGV Sud Europe Atlantique, LGV Bretagne – Pays de la Loire et Contournement Nîmes – Montpellier).

Accompagner une entreprise publique de chemin de fer dans sa montée en compétence pour gérer des projets d'infrastructure ferroviaire complexes est gratifiant et passionnant. De plus, **assister ce gestionnaire d'infrastructure en s'appuyant sur le modèle français de la Grande Vitesse permet de valoriser la qualité et la technicité de l'industrie ferroviaire française**.



Crédit : Pascal GUILLAUME

L'offre française en pole position du projet tchèque de LGV



Louis DE FOUCHÉCOUR

Chef du service économique de l'ambassade de France en République Tchèque

Le Service économique auprès de **l'Ambassade de France** en République tchèque est très satisfait de la mise en place du premier poste d'ETI en Tchéquie au bénéfice de la bonne coopération de nos deux secteurs ferroviaires.

Le positionnement de M. **Pascal Guillaume** auprès du gestionnaire ferroviaire **Správa železnic** depuis mars 2024 constitue un exemple concret de notre collaboration bilatérale sur le projet de lignes à grande vitesse tchèques, prioritaire pour le gouvernement compte tenu des enjeux d'amélioration de la connectivité et de compétitivité du pays mais aussi l'un des axes stratégiques identifiés dans le Plan d'action du partenariat stratégique franco-tchèque 2024-2028.

S'appuyant sur le partenariat liant depuis 2019 la SNCF au gestionnaire du réseau ferroviaire tchèque et le référentiel technique français retenu, les entreprises françaises se positionnent en tête dès le début de ce projet (avec le succès des bureaux d'études, comme Egis Rail et SYSTRA, qui engrangent les contrats sur la quasi-totalité des marchés de conception sur des futures LGV) et confirment par ailleurs leurs ambitions de se positionner sur ses différentes phases, du lancement des grands chantiers à l'exploitation des lignes (génie civil, matériel roulant, gares, signalisation, alimentation électrique, exploitation et maintenance).

Dans ce contexte, nous nous réjouissons de l'accueil de l'expert par l'autorité publique ferroviaire ainsi que de sa bonne intégration au sein de l'équipe projet. L'ETI accompagnera la montée en compétence de l'équipe tchèque lui permettant de développer une expertise sur les LGV et PPP. M. Guillaume, passionné par son métier, a rapidement su obtenir l'écoute et la confiance de ses partenaires tchèques. **Les nombreuses sessions d'assistance technique, de formation et de conseil ont permis de démontrer sa valeur ajoutée**, tant aux acteurs publics qu'à l'ensemble de l'écosystème ferroviaire du pays. Son expertise et sa très fine connaissance du terrain permettent de valoriser auprès des partenaires tchèques les solutions techniques françaises.



Crédit : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique de France

Cet excellent esprit de coopération témoigne du fort intérêt tchèque pour l'expertise française et ce, dans un contexte où le pays s'apprête à lancer d'ambitieux projets de développement de son réseau LGV sous forme de PPP. La France étant très attentive aux ambitions tchèques dans le domaine de la grande vitesse, **le Service économique se félicite des avancées de cette mission ainsi que de l'excellent déroulement de ce partage du savoir-faire français, internationalement reconnu**.



Gwenola BRAUD

Responsable de l'unité Gouvernance, Pôle Relations experts

En 2024, l'unité Gouvernance était en charge du suivi de **101 missions d'expertise**. Plus de la moitié sur **le continent européen** et un quart dans des pays d'**Afrique subsaharienne**. L'unité pilote plusieurs dispositifs de mise à disposition d'expertise. Ils concourent tous à soutenir les priorités françaises en matière de **gouvernance démocratique** : renforcement des institutions et modernisation de l'Etat, soutien à un développement économique et social inclusif, stabilisation des pays partenaires et protection des droits humains.

Le dispositif d'expertise technique internationale du MEAE

L'unité gouvernance a suivi en 2024 **55 ETI déployés dans 36 pays**. Véritables vecteurs d'influence, les ETI participent au renforcement de la présence française dans des géographies prioritaires et sur des thématiques d'intérêt stratégique. Au sein de ce réseau :

- 10 ETI sont en poste dans les Balkans occidentaux en appui aux efforts de réforme, dans la perspective de l'**adhésion de ces pays à l'Union européenne** et dans le cadre de la stratégie française pour les Balkans occidentaux adoptée en 2019 ;
- 8 missions relèvent de la **gouvernance territoriale**. Les ETI appuient les processus de décentralisation, de démocratie locale et soutiennent la coopération décentralisée avec la France ;
- 6 missions sont consacrées au renforcement des capacités des **systèmes juridiques** au sien de ministères de la justice ou d'organisations multilatérales ;
- 11 missions concernent les thématiques du **genre et/ou des migrations et des droits humains** ;
- 5 ETI travaillent sur la question des **fragilités et de la lutte contre le terrorisme** auprès d'organisations multilatérales et dans le domaine de la protection civile ;
- 4 ETI sont en poste au sein de **think tanks** en Europe ou aux Etats-Unis ;
- 3 ETI ont des missions à fort enjeu technique et d'influence en lien avec les systèmes de **normes internationales**.

Les Experts nationaux détachés

En 2024, l'unité gouvernance a suivi 28 experts nationaux détachés (END) déployés pour le compte du MEAE auprès des services de la Commission européenne. Les END sont positionnés sur des domaines d'intérêt prioritaires pour la France. Plusieurs experts travaillent ainsi sur la région du Levant, sur l'Ukraine, sur le Sahel ou sur le déploiement de la stratégie européenne Global Gateway. En lien avec la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne et le bureau d'Expertise France à Bruxelles, ils contribuent à porter les intérêts français et à une meilleure information sur les orientations européennes dans leurs domaines.

L'unité gouvernance gère également **deux programmes financés par l'AFD** : le dispositif d'assistance technique dans les Outre-mer et le dispositif de renforcement de capacité de la Commission de l'Union africaine (lire page 9).

L'unité compte enfin **deux groupes de travail actifs** : un groupe thématique sur la gouvernance territoriale et un groupe réunissant les ETI en poste dans les Balkans occidentaux.

Unité “Gouvernance”



Mission du pôle REX dans les Balkans occidentaux

Sandra Lavanant, chargée de projets au sein du pôle Relations experts, s'est rendue en Albanie du 18 au 20 mai, dans le but de :

- Participer à la Conférence régionale sur la transformation publique organisée par la Regional School of Public Administration (ReSPA) et la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP)
- Renforcer la coopération avec les ETI, l'Ambassade et Expertise France. La conférence ReSPA-DGAFP a permis de consolider les liens entre la France et les pays des Balkans occidentaux autour des réformes de l'administration publique, valorisant l'expertise française sur des thématiques clés telles que la digitalisation et la lutte contre la corruption.

La présence conjointe de la DGAFP, de l'Ambassade, des ETI conseillers et conseillères sur l'intégration européenne dans cinq pays des Balkans (Isabelle Thomas Delic, déployée en Albanie, Paul-Alexis Berthezene, en Bosnie-Herzégovine, Maylis de Verneuil, au Monténégro, Sandra Gagic, en Serbie et Mia Matkovic, en République de Macédoine du Nord) et d'Expertise France a incarné auprès des partenaires une "Equipe France" unie.

La rencontre avec les ETI a permis de renforcer la cohésion du réseau, d'approfondir la connaissance des enjeux locaux et d'alimenter la réflexion sur les profils à mobiliser pour de futures missions. Les retours enthousiastes des experts confirment l'importance de ces temps collectifs pour renforcer la dynamique d'équipe.



Crédit : ReSPA



Valoriser l'expertise territoriale à l'international

Le 20 juin 2024, Gwenola Braud, Responsable de l'unité Gouvernance, a représenté le pôle Relations experts lors des Rencontres nationales de l'Ingénierie territoriale à Angers dans l'objectif de renforcer la coopération entre Expertise France et les collectivités territoriales. Elle est intervenue dans le cadre d'un atelier sur la mobilisation des compétences des ingénieurs territoriaux à l'international pour présenter le dispositif ETI et le Portail de mobilisation de l'expertise aux côtés du CNFPT et de l'association des ingénieurs territoriaux de France (AITF).

Les ingénieurs territoriaux ont en effet une expertise en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques publiques sur le développement urbain, l'environnement, le logement ou les infrastructures qui peut être valorisée à l'international et a fortiori dans le cadre de missions d'expertise technique.

Il est essentiel de créer des liens avec les ingénieurs territoriaux et de les tenir informés régulièrement des offres que nous souhaitons pourvoir dans leurs secteurs d'activité. Cela doit également s'accompagner d'une valorisation de l'expérience internationale au sein des collectivités et dans les carrières des agents. Ce travail sera favorisé par l'accord de partenariat signé à l'occasion des RNIT entre l'AITF et Expertise France, marquant une nouvelle étape dans la coopération entre l'agence et les collectivités territoriales.



Crédit : Gwenola BRAUD



Rencontre du Directeur général avec les END

Le Directeur général Jérémie Pellet, Antonin Cœur-Bizot, Directeur du Département Coopération bilatérale et mobilisation de l'expertise (CBME) et Gwenola Braud, Responsable de l'unité gouvernance du Pôle Relations experts ont rencontré les Experts nationaux détachés (END) à Bruxelles le 16/09/2024. Cette séquence a été organisée par le bureau d'Expertise France à Bruxelles.

Le Directeur général a présenté les enjeux pour la France de la co-présidence du réseau des praticiens (Practitioner's Network for European Development Cooperation), réunissant 25 agences de coopération européenne. Il est aussi revenu sur l'actualité

de l'agence et notamment l'ouverture d'un bureau en Ukraine

Les END ont présenté leurs missions et ont évoqué le déploiement de la stratégie Global Gateway. Les experts en poste au SEAE et à l'ex DG NEAR sont revenus sur l'actualité de la politique étrangère européenne dans les zones qui les concernent (Levant, Sahel, pays du Golfe, Ukraine).

Expertise France déploie une vingtaine d'END à Bruxelles pour le compte du MEAE, qui contribuent à porter les intérêts français et à une meilleure information sur les orientations européennes dans leurs domaines.



Delphine DUTHILLEUL

END au sein du secrétariat de la plateforme de coordination des donateurs pour l'Ukraine, Commission européenne, Bruxelles, Belgique

Depuis son lancement il y a deux ans, la **plateforme des donateurs pour l'Ukraine** (Ukraine Donor Platform – UDP) a facilité la coordination des mécanismes de soutien existants, de l'expertise et des financements internationaux, et a encouragé le programme de réforme de l'Ukraine et la croissance tirée par le secteur privé.

Lancée le 26 janvier 2023, lors de la réunion inaugurale de son comité directeur, la plateforme est une structure originale, hébergée par la Commission (DG ENEST), qui rassemblait, à sa création des responsables de haut niveau de l'Ukraine, de l'UE, des pays du G7, ainsi que des partenaires des Institutions financières internationales. Des membres temporaires ainsi que des observateurs sont désormais également parties à la plate-forme qui compte 23 membres et observateurs et 7 participants.

Le Secrétariat assure également le suivi de ces Comités par la préparation et l'animation de débats au niveau des experts, sur les thématiques de la plateforme, qui peuvent être sectorielles (énergie, transports, logements...) ou transversales comme l'amélioration de la présence du secteur privé en Ukraine. Le Secrétariat assure en outre la coordination avec les ministères concernés en Ukraine, le ministère des finances et celui de la restauration.

Nous échangeons enfin quotidiennement avec la partie ukrainienne du Secrétariat, basée à Kyiv, qui assure la coordination avec les ministères ukrainiens concernés.

Le poste d'END que j'occupe au sein du Secrétariat est unique : je représente la France au sein de cette structure, de la même manière que tous les autres END représentent leurs Etats respectifs, tout en travaillant en lien étroit avec la Commission, ainsi qu'avec le Conseil.

L'enjeu est double : dans le cadre de ma mission au titre du G7, je défends les intérêts français en Ukraine et au sein de la plateforme et me coordonne avec les autres bailleurs pour faciliter l'action sur le terrain en lien avec les Ukrainiens ; au plan européen, je participe au groupe de travail du Conseil de l'UE pour le compte du Secrétariat.

Je suis également en charge, avec les autres collègues G7+, de la coordination des Comités de direction de la plateforme (Pierre Heilbronn, envoyé spécial du Président de la République pour l'aide et la reconstruction de l'Ukraine, est le représentant français au sein du Comité Directeur), qui se réunissent 5 fois par an environ.

La présence d'un END français au sein de ce Secrétariat permet d'assurer une fluidité des informations avec la Task force Ukraine, interlocuteur privilégié au sein du MEAE, et avec les administrations françaises concernées.

Les informations récoltées par le Secrétariat sur les projets des différents bailleurs en Ukraine permettent d'apprécier les domaines vers lesquels la France pourrait orienter efficacement son aide bilatérale.



Camille BING

Chargée de Mission - Suivi des programmes régionaux et multi-pays en Afrique (DG INTPA) au sein de la Commission Européenne, Bruxelles, Belgique

L'Union européenne et ses États membres sont les premiers pourvoyeurs mondiaux d'aide au développement. Pour la période 2021-2027, l'UE s'est dotée d'un budget global de 79,5 milliards d'euros, dont plus de 30 milliards sont destinés à l'Afrique subsaharienne. Compte tenu de l'ampleur de ces financements et des enjeux géopolitiques majeurs liés à l'aide au développement, **il est crucial pour la France de garantir une coordination étroite et efficace avec la Commission européenne en matière de partenariats internationaux, en particulier sur le continent africain.**

C'est dans ce contexte que je suis détachée, depuis janvier 2023, auprès de la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA), au sein de l'unité A2, en charge des programmes régionaux et multi-pays pour l'Afrique subsaharienne. Ma mission principale consiste à **appuyer les travaux de l'unité sur le suivi et la mise en œuvre des programmes régionaux, à assurer la coordination avec les délégations de l'UE et les États membres, et à contribuer à l'engagement stratégique de l'UE avec les organisations régionales africaines, notamment les Communautés Économiques Régionales (CER).**

Les CER sont des regroupements d'États africains visant à favoriser l'intégration économique au sein de chaque région et, à terme, la mise en place d'un marché commun africain, en s'appuyant sur le développement progressif des CER.

L'adoption de **l'instrument NDICI-Europe** dans le monde a marqué un tournant dans notre relation avec ces organisations, qui sont passées du **statut de « bénéficiaires » à celui de véritables partenaires stratégiques et politiques**. Ce changement de paradigme s'est accompagné d'une réduction des financements directs, alors même que nombre de ces organisations dépendent fortement des contributions de l'UE et d'autres bailleurs pour assurer leur fonctionnement et financer leurs secrétariats.

Dans ce contexte, de nouveaux modes de coopération ont dû être élaborés. Depuis ma prise de fonctions, je suis donc en charge de ce partenariat renouvelé, ce qui s'est traduit par la négociation d'accords de financement avec les CER, l'instauration d'un dialogue renforcé et régulier, ainsi que l'organisation d'ateliers de programmation avec ces acteurs. Ces efforts ont permis de refonder notre relation avec les CER sur une base plus stratégique et politique, au-delà des seuls aspects techniques.

Dans un contexte de concurrence géopolitique accrue, notamment avec des puissances comme la Chine ou la Russie, et face au désengagement américain marqué par le démantèlement de l'USAID, il est plus que jamais essentiel que l'Union européenne et ses États membres apparaissent comme des partenaires crédibles, fiables et porteur de valeurs, sur le continent africain, et je suis heureuse de contribuer activement à cet effort stratégique.



Nicolas DUBOIS

Expert pour la mise en œuvre de la plateforme anticorruption dans les Balkans occidentaux au sein du bureau régional de l'ONUDD à Belgrade, Serbie

Le blanchiment d'argent est un phénomène mondial qui touche particulièrement les Balkans occidentaux, une région connue pour sa vulnérabilité aux activités criminelles organisées. Cette région est souvent décrite comme un paradis pour les blanchisseurs d'argent en raison de ses institutions faibles, de sa corruption endémique et de sa proximité avec l'Union européenne. Les Balkans occidentaux sont une région en transition, marquée par des conflits passés et des économies en développement. Ces facteurs créent un environnement propice au blanchiment d'argent.



Crédit : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

La faiblesse des institutions judiciaires et policières permet aux criminels de mener leurs activités sans crainte de répression. De plus, la région est un carrefour stratégique pour le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains. Les réseaux criminels exploitent cette position géographique pour blanchir les profits illicites. Les flux financiers illégaux sont souvent intégrés dans l'économie légale par le biais de secteurs économiques tels que l'immobilier, le tourisme et les jeux d'argent.

Les méthodes de blanchiment d'argent dans les Balkans occidentaux sont variées et sophistiquées. L'une des techniques les plus courantes est l'utilisation de sociétés écrans et de comptes offshore. Les criminels créent des entreprises fictives pour dissimuler l'origine des fonds illicites et les intégrer dans les système économiques, industriels et financiers légaux. Le secteur de la construction (infrastructures comme immobilier) est également un vecteur important de blanchiment d'argent : les criminels achètent des propriétés à des prix gonflés, puis les revendent à des prix inférieurs pour légitimer les fonds illicites. Les marchés publics (infrastructures) sont opaques. L'industrie hôtelière, par le biais des plateformes internationales de réservations, est aussi utilisée pour blanchir l'argent de divers trafics. L'utilisation officielle (ou quasi) de l'Euro comme monnaie au Monténégro et au Kosovo signifie que leurs banques centrales n'ont que peu de pouvoir et ne peuvent influencer la politique monétaire de la zone Euro. Cette absence de contrôle local facilite l'introduction et la circulation de grandes quantités de

monnaie sans surveillance adéquate. Le blanchiment d'argent a des conséquences néfastes pour les économies et les sociétés des Balkans occidentaux : il fausse la concurrence en permettant aux entreprises criminelles de prospérer au détriment des entreprises légitimes. **Cela décourage les investissements étrangers et entrave le développement économique.** De plus, le blanchiment d'argent alimente la corruption et la criminalité organisée, ce qui mine la confiance des citoyens dans les institutions publiques. **Il contribue également à l'instabilité politique et sociale, en créant un environnement propice à la violence et à l'insécurité.**

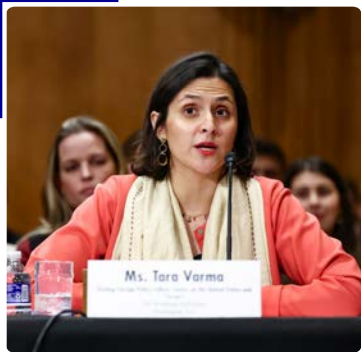
Les gouvernements des Balkans occidentaux, avec le soutien de l'Union européenne, de l'ONUDD et d'autres organisations internationales, ont mis en place des mesures pour lutter contre le blanchiment d'argent. Ces mesures incluent le renforcement des cadres juridiques, la création d'unités spécialisées dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la coopération internationale.

La feuille de route régionale de l'ONUDD pour les Balkans occidentaux est un exemple notable de ces efforts. Cette initiative vise à **renforcer la coopération régionale et à améliorer les capacités des institutions locales** pour lutter contre le blanchiment d'argent. La feuille de route comprend des mesures spécifiques pour renforcer les cadres juridiques, améliorer la transparence financière et renforcer la coopération entre les agences de lutte contre le blanchiment d'argent.

Cependant, les institutions judiciaires et policières manquent de moyens pour enquêter et poursuivre efficacement les criminels.

De plus, la coopération régionale est limitée en raison des tensions politiques et des conflits non résolus.

L'ETI a été spécifiquement détaché auprès de l'ONUDD pour effectuer le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route, suivre les progrès réalisés par les gouvernements de la région dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent et fournir de l'assistance technique (missions de conseil et de renforcement institutionnel) auprès des institutions publiques de la région chargées de la lutte contre la corruption et le blanchiment.



Tara VARMA

Chercheuse invitée - Expert Senior / Visiting Fellow "Relations Transatlantiques" (H/F) auprès de la Brookings Institution, à Washington DC, aux États-Unis

En poste à la Brookings Institution depuis 2023, je suis intégrée au Centre sur les États-Unis et l'Europe du programme Politique étrangère de ce think tank américain. Mon rôle est d'y **conduire des travaux de recherche sur les relations transatlantiques, en particulier sur la coopération en matière de sécurité et de défense.**

Il s'agit d'un poste de chercheuse invitée, qui me permet de faire partie de l'équipe de recherche de la Brookings, ainsi que d'appréhender le monde de la recherche stratégique à Washington. Le monde des think tanks reste plutôt méconnu en France. Nous en avons pourtant plusieurs qui travaillent sur les questions de politique étrangère à Paris. Simplement, **l'intégration entre le monde de la recherche et celui des praticiens – ceux qui pratiquent la politique étrangère – est bien plus aboutie aux États-Unis qu'en France.** Un élément d'explication de cette intégration provient des « revolving doors », le système des portes tournantes, qui se réfère aux nominations politiques qui suivent l'entrée en fonction de chaque nouvelle administration américaine.

Ainsi, des membres de cabinet des différents ministères américains viennent du monde de la recherche et parfois de l'entreprise. Ils entrent au gouvernement et doivent généralement quitter leurs fonctions, en cas d'élection d'une administration d'un parti adverse. Chaque administration arrive en fonction avec des idées sur les priorités de politique étrangère qu'elle conduira.

Ainsi, sous l'**administration Biden, la focale fut placée sous le signe de la compétition stratégique, économique et technologique avec la Chine.** De ce fait, même les relations transatlantiques furent analysées à Washington sous ce prisme : avec un objectif d'alignement des alliés Européens et Asiatiques sur la position américaine.

Mon rôle consiste à participer aux débats des différents think tanks aux États-Unis, dont la couleur politique varie et avec elles les recommandations proposées aux décideurs. Je dois aussi contribuer à ce débat avec ma propre recherche, qui prend la forme d'articles scientifiques – sur l'autonomie stratégique européenne, par exemple, ou les priorités stratégiques de la France en Europe.

A ce titre, j'ai été invitée à être auditionnée au Sénat américain au mois de janvier 2024, en amont du 75^e anniversaire de l'OTAN, où j'ai pu insister sur la nécessité d'une coopération renforcée entre l'Union européenne et l'OTAN, pour assurer une meilleure répartition des tâches s'agissant de la défense du continent européen. Autre tâche clé pour une chercheuse française invitée dans un think tank américain : celle consistant à expliquer et **déchiffrer les débats français aux États-Unis.** Lorsque des manifestations contre la réforme des retraites ont eu lieu en 2023 ou que le Président français a dissous l'Assemblée nationale, **j'ai pu écrire des papiers, intervenir à la télévision américaine** ou encore réagir à chaud grâce à de courtes vidéos.



Jean-Jacques POURTEAU-HAPIOT

Assistant technique au COROM Collectivités locales ultramarines au sein de la Communauté de Roura et Awala-Yalimapo, Guyane française

Pour accompagner les communes ultramarines faisant face à des difficultés financières, le ministère chargé des outre-mer a institué le dispositif des Contrats de redressement outre-mer (COROM). **Ce programme, porté par l'AFD et Expertise France, permet d'accompagner, par un appui technique, humain et financier, des communes volontaires,** en échange d'engagements stricts leur permettant de revenir à une meilleure santé financière.

La mise à disposition, pendant la durée du contrat COROM, d'un assistant technique (AT) permet aux communes signataires des contrats de bénéficier d'un renfort de leur capacité d'ingénierie. A partir d'une feuille de route, définie avec les services de l'Etat, l'AT propose des dispositifs visant à atteindre les engagements pris par les collectivités, tout en assurant une transmission des savoirs, contribuant à un renforcement des compétences des collectivités. L'AT permet de mettre en place des réformes organisationnelles et des outils de gestion et de suivi, tant dans le domaine des finances que dans celui des ressources humaines.

Le positionnement de l'AT est original car, au côté du Directeur général de la collectivité, il ne dispose d'aucune autorité pour imposer les propositions qui lui semblent les plus adaptées pour répondre aux engagements pris par la commune. Il doit faire preuve d'écoute et de pédagogie, parfois de capacité de conviction pour que les propositions qu'il formule soient validées et mises en œuvre.

C'est pourquoi les outils qu'il est amené à élaborer doivent être construits en étroite collaboration avec les services afin que ces derniers se les approprient pleinement et en fassent un usage durable. En Guyane, la mission vise à permettre aux communes de Roura et d'Awala-Yalimapo de bénéficier d'une expertise dans les domaines des finances, des ressources humaines et de l'organisation des services.

Cela conduit à analyser également la stratégie politique mise en place par les élus municipaux afin de s'assurer de sa pertinence avec les objectifs poursuivis dans le cadre du COROM. Toutes les pistes sont explorées afin de ne négliger aucune opportunité : maîtrise des dépenses, développement des recettes, optimisation des ressources, tant humaines que financières, simplification des organisations et des chaînes décisionnelles, documentation des processus et des procédures, formations des agents, analyse de l'adéquation missions/moyens. Le tout en prenant en compte l'histoire des communes, l'esprit qui les anime, les services attendus par les administrés et le bien-être des agents. C'est ainsi que, malgré leur similarité de communes de la République française, l'approche mise en œuvre pour conduire ces travaux se révèle fort différente entre la commune créole de Roura, d'une superficie de 3 902,5 km², érigée en paroisse en 1675 et la commune amérindienne d'Awala-Yalimapo, d'une superficie de 187,4 km², créée en 1988 et souhaitée par les populations Kali'nas des villages d'Aouara (Awala) et des Hattes (Yalimapo).

Unité “Continuum éducatif, culture et communication”



Aurélien COLLADON

Responsable de l'unité Continuum éducatif, culture et communication, Pôle Relations experts

En 2024, l'unité Continuum éducatif, Culture et Communication a supervisé un portefeuille de **118 expert.e.s déployé.e.s** à travers le monde, dans le cadre de projets structurants portés essentiellement par le MEAE et dans une moindre mesure par l'AFD et le MESR. Ce portefeuille s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre des priorités stratégiques internationales du MEAE en matière de coopération éducative, linguistique, culturelle et scientifique.

Un levier pour l'influence et la diplomatie d'expertise

La présence d'expert.e.s dans les domaines de **l'enseignement supérieur et de la recherche (40 missions), de la francophonie (27), de l'éducation de base (15) et de l'enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) (5)** contribue directement à l'attractivité du modèle éducatif français et à la structuration de systèmes de formation partenaires, notamment en Afrique et dans les pays prioritaires de l'aide publique au développement.

Les missions dans les domaines de **la culture, des ICC et du patrimoine (26) et de la diplomatie sportive (5)** traduisent l'effort de la France pour renforcer les capacités locales, encourager l'économie créative et promouvoir le dialogue interculturel, axes majeurs de la diplomatie culturelle.

Alignement avec les priorités géographiques du MEAE

La répartition géographique des missions reflète une volonté d'équilibre stratégique et d'adaptation aux contextes locaux :

- **Afrique (47 experts)** : priorité majeure de la politique française de coopération, avec un accent sur la francophonie et la réforme des systèmes éducatifs.
- **Asie (18) et ANMO (23)** : soutien à l'innovation éducative, au plurilinguisme et à l'enseignement supérieur.
- **Europe (16)** : appui aux politiques éducatives dans les Balkans et structuration d'une présence culturelle.
- **Amériques (12) et Océanie (2)** : ciblage sur la diplomatie scientifique, l'enseignement français et les ICC.

Parmi ces missions, **9 expert.e.s** sont positionné.e.s auprès d'**organisations internationales**, témoignant de la dimension multilatérale de l'action de la France, en lien avec son rôle au sein du Partenariat mondial pour l'Education (PME), de l'UNESCO, de l'OIF, ou encore de la Francophonie scientifique.



Conférence de l'Association européenne de l'éducation internationale

Du 18 au 20 septembre 2024, Mayder Mirante-Pere, chargée de projets de l'unité Continuum éducatif, a participé à la 35^e édition du salon annuel organisé l'EAIE (European Association of International Education).

La manifestation se tenait cette année en France, à Toulouse, permettant à la délégation française de rassembler un nombre record de 980 représentants d'établissements, avec en toile de fond le thème du développement de la relation Afrique/Europe, et notamment de la coopération universitaire France-Afrique.

De nombreuses conférences, ateliers et tables-rondes proposaient d'approfondir les enjeux liés à l'internationalisation de l'éducation, notamment autour des mécanismes de collaboration universitaire internationale et des programmes dédiés type Erasmus+, des défis

de la diplomatie scientifique, de la question du soutien des politiques publiques nationales, ou encore de la problématique de l'insertion professionnelle des étudiants internationaux.

Ce fut également l'occasion d'échanger sur ces thématiques avec les membres du réseau diplomatique présents et de rencontrer leurs partenaires, en particulier avec deux de nos ETI Enseignement Supérieur et Recherche qui ont fait le déplacement dans le cadre de leur mission en tant que représentants de leur pays d'accueil, sur des stands financés par la France (postes diplomatiques) : Régis Guillaume, Conseiller auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Cameroun, ainsi que Marc Zolver, Expert auprès de l'Université de Nairobi pour le Kenya, venu avec une délégation de son organisme d'accueil.



Crédit : CGE Association



Participation au Salon Educatech Expo

Pour la première fois, l'équipe de l'unité Continuum éducatif a eu l'opportunité de participer au Salon Educatech, salon professionnel de l'innovation pédagogique numérique qui s'est tenu à Paris en novembre. Rendez-vous incontournable des acteurs du numériques éducatif, le salon a été l'occasion de retrouver certains de nos ETI, de rencontrer

un grand nombre d'exposants emblématiques (startups, Ministère de l'éducation nationale, région académique d'Ile de France, Banque des Territoires) et de participer à des conférences riches et diverses pour penser l'éducation de demain à travers les enjeux de l'IA, la cybersécurité et les réseaux sociaux.



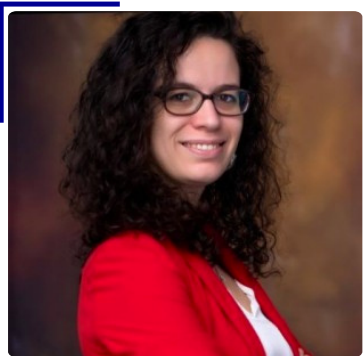
Crédit : Aurélie COLLADON



Présentation de deux initiatives européennes en Education mises en œuvre par Expertise France

En lien avec le pôle Education du département Capital Humain et Développement Social (CHDS) d'Expertise France, le pôle Relations Experts a convié les ETI Education/Enseignement supérieur et recherche en Afrique à une réunion d'information relative à 2 initiatives : RTIA (Initiative Régionale pour les Enseignants en Afrique) et PEERs (Partenariats Afrique-Europe

pour l'échange autour des réformes éducatives), projets européens à portée régionale, en Afrique, dans le domaine de l'éducation et mis en œuvre par Expertise France qui tient le rôle d'Agence Lead. Les ETI ont manifesté un fort intérêt pour ces deux projets au service de leurs partenaires africains et pour lesquels ils seront de précieux relais.



Laurann CLÉMENT

ETI Conseillère langue française au sein du Ministère de l'Education de l'Etat de Lagos, au Nigéria.

Professionnelle de l'enseignement du Français Langue Etrangère (ou FLE) et intégrée dans les réseaux Alliances et Instituts Français depuis plus de dix ans, j'ai été déployée en tant qu'ETI Expertise France en août 2023 dans la ville de Lagos, plus grande mégapole d'Afrique et ancienne capitale du Nigéria. Cette grande nation anglophone, la plus peuplée du continent, est entourée de pays francophones. **Elle porte donc à la langue française un intérêt particulier, et en a fait une langue officielle depuis 1996, rendant ainsi son enseignement obligatoire dans les écoles et collèges.**

Dans ce pays traversé par une crise économique et sociale sans précédent, il a d'abord été capital pour moi de faire mes marques en apprivoisant les complexités institutionnelles de cet état fédéral, pour ensuite **créer une relation de confiance à la fois avec la structure d'accueil mais également l'équipe France.**

Durant mes premiers jours sur place, j'ai privilégié **la rencontre avec les acteurs politiques locaux et français, afin d'affirmer et de confirmer auprès d'eux mes missions**: développer et animer le réseau des écoles publiques, assurer la formation et l'accompagnement des enseignants, créer des ressources pédagogiques, et informer le Poste et le Ministère des actions entreprises.

Installée dans les bureaux du Multilingual International Resource, **j'ai contribué à la**

réalisation d'un projet FEF d'ampleur national, ayant pour objectif l'amélioration de l'enseignement et la diffusion du français. Au contact de professeurs, d'étudiants, élèves, universitaires et journalistes, j'ai contribué au développement de projets pédagogiques innovants, répondant aux besoins actuels comme l'introduction du numérique, et mettant l'apprenant au cœur de l'enseignement des langues.

« A l'échelle de Lagos, nos actions de formation ont permis de dynamiser les cours de français de près de 2000 élèves du secondaire, et ont remotivé leurs professeurs dans leurs pratiques professionnelles. ».

Dans l'exécution de mes missions, en particulier celle concernant la formation des professeurs de l'enseignement public et celle de formateurs au sein du Ministère, ma préoccupation principale est toujours restée celle d'**une transmission s'inscrivant dans le respect de l'interculturalité et la pérennisation des savoirs.**

Ayant conscience qu'Expertise France avait en son sein de nombreux experts ayant des compétences liées avec la Francophonie, et après échange avec le département coopération, il nous a semblé judicieux de lancer **un groupe de travail sur cette thématique, pour rassembler et formaliser**

cette dynamique commune avec les autres ETI. Nous mettre en relation était l'opportunité de partager nos compétences, nos expériences, et mettre en commun nos réalisations, idées et travaux, mais aussi sortir certains d'entre nous de l'isolement que l'on peut parfois traverser lors de nos déploiements. Ce travail de réseau a pu ainsi être mis en lumière lors des journées de l'Expertise 2024, dont une des rencontres s'est focalisée sur ce thème.

« Ma mission aura à son échelle une action impactante et positive auprès de tous les interlocuteurs, pour continuer à tisser des liens grâce au dialogue entre les cultures, les langues et les peuples ».



Crédit : AFD



La sous-direction Langue française et Education du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères suit avec beaucoup d'attention l'expertise technique internationale déployée pour accompagner et soutenir l'amélioration de la qualité de l'enseignement du et en français. **Plus d'une quarantaine d'experts internationaux portant des missions éducatives sont aujourd'hui positionnés dans les systèmes éducatifs locaux, - majoritairement sur le continent africain.** Relais majeurs des priorités de notre coopération éducative et linguistique, ces experts de terrain sont les maillons essentiels d'une bonne articulation entre les postes diplomatiques et les partenaires locaux.

Garants de l'esprit de co-construction qui prévaut à tout projet de coopération bilatérale, **ils appuient les postes dans la mise en œuvre des Fonds Equipe France déployés en faveur de la formation des enseignants des systèmes éducatifs locaux.** Dans le cadre des Journées de l'Expertise technique internationale 2024, la sous-direction a exposé aux ETI en partance les priorités sectorielles définies par le Plan pour la langue française et le plurilinguisme porté par le Président de la République et les outils d'aide aux projets du MEAE. Ce premier contact en « Equipe France » se poursuit par un dialogue régulier et nourri avec les agents sur le terrain tout au long de leur mission.

Juliette SALABERT

Adjointe à la sous-directrice Langue française et éducation - Cheffe du pôle de la coopération éducative francophone - MEAE



Jean-Marc LAVEST

Recteur Principal - Université des Sciences et des Technologies de Hanoi – USTH à Vietnam

L'USTH est le fruit d'une volonté politique entre le Viet Nam et la France de co-construire un établissement universitaire résolument tourné vers la recherche. Sa localisation au sein de la VAST (Viet Nam Academy of Science & Technology) n'est pas neutre et s'inscrit dans une stratégie de **renforcer les liens scientifiques entre les grands opérateurs français de la recherche et le Viet Nam**. L'USTH à 15 ans ; elle s'est construite au fil des années une réputation d'excellence et figure aujourd'hui parmi les toutes premières universités vietnamiennes dans le secteur des sciences et des technologies.

Lancer une telle aventure Franco-Vietnamienne n'a pas été une chose aisée et je remercie toutes les personnes de bonne volonté qui se sont penchées sur le berceau de l'USTH.

Avec du recul je dirais que **le succès de ce programme revient au gouvernement vietnamien qui a massivement investi sur la formation doctorale en France pour une centaine d'étudiants qui sont devenus aujourd'hui le socle du corps professoral de l'USTH**, mais également au Consortium-USTH des établissements universitaires français qui a porté le lancement des programmes de Master et posé les premiers axes de recherche. Bien sûr les tutelles, de part et d'autre, accompagnent, suivent et soutiennent l'USTH qui représente une réussite évidente sur le plan universitaire mais aussi diplomatique.

Le rôle du recteur principal dans tout cela ? L'université dispose d'une double tutelle et d'une double culture. Comme la plupart des

dossiers Franco-X nous sommes un établissement public de droit local.

Le pilotage de l'établissement entre ces deux mondes nécessite de laisser de côté nos codes classiques de gouvernance occidentale, de bien comprendre le contexte et cette organisation duale. On attend d'une gouvernance de donner un cap, un sens, une ambition pour le développement de l'Université dans lequel les personnels, les étudiants, leur famille se reconnaissent, se sentent partie prenante et sont fiers d'appartenir. **Aujourd'hui cette université croît de 20% chaque année, et sera certainement un hub d'attraction international dans cette partie du monde.**

« La France projette son expertise et la qualité de son enseignement supérieur à travers de nombreux programmes franco-X ».

Aujourd'hui plus d'une trentaine de collègues universitaires sont déployés par Expertise France, sur la demande majoritairement du MEAE, dans de nombreux pays et sur presque tous les continents. **Avec Denis Darpy en poste à l'UFE (Université Française en Egypte) nous avons animé en 2024 les réunions annuelles de ce réseau lors de journées de regroupement en Août**. Nous avons eu le plaisir d'écouter et d'échanger avec Sébastien Lafrayette (MEAE-DGM) qui est venu nous décrire le rôle essentiel du programme Franco-x au sein du Ministère des Affaires Etrangères et nous donner un éclairage global sur cette diplomatie d'influence. Le réseau des experts ETI en matière d'enseignement supérieur est de grande qualité ; il s'appuie sur des collègues

reconnus dans leur domaine et nécessite de leur part une grande capacité d'adaptation et de contextualisation dans un environnement très évolutif.



Crédit : Université des sciences et des technologies de Hanoi

Une conclusion de l'atelier 2024 est de renforcer l'animation de ce réseau avec une fréquence d'échange plus importante entre les experts : c'est ce que nous nous employons à faire cette année avec ma collègue Raphaële Gauthier en poste à l'université Rose Dieng France-Sénégal à Dakar.



Crédit : Université des sciences et des technologies de Hanoi



François BOCKEL

Conseiller en charge de la stratégie économique des JOJ chez le Coordonnateur général du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026

Pour la première fois en Afrique, **le Sénégal accueillera un événement olympique sur son territoire, les Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) du 31 octobre au 13 novembre 2026**. Cet événement sans précédent constitue un immense défi organisationnel pour le pays. La désignation du Sénégal été décidé par le CIO dans d'abord et avant tout dans une perspective d'héritage, avec l'ambition que ces JOJ aient un impact fort sur le développement du pays et sur son aspiration à devenir un véritable hub événementiel sportif en Afrique subsaharienne.

Ce projet s'inscrit dans un continuum olympique après Paris 2024 et dans la perspective des Alpes Françaises 2030. Dès 2018, sur ce fondement et en considérant que le sport est aujourd'hui un excellent vecteur de

développement, **la France a fait le choix d'accompagner massivement le Sénégal dans son projet olympique**. C'est dans cette perspective que ce poste d'ETI a été créé, pour accompagner le Comité d'organisation des JOJ Dakar 2026 et pour consolider, développer et accélérer la mobilisation française autour de ce projet.

Mon rôle consiste, d'une part, à **faciliter et catalyser les initiatives de coopération française en appui aux JOJ**. Il s'agit, au sein d'une organisation qui concentre toute son énergie à la livraison de l'événement, d'identifier les besoins que notre coopération – en équipe France – pourrait utilement accompagner. Dans ce registre, **nous avons obtenu au travers d'un fonds équipe France + (FEF +), un appui en expertise au**

travers du redéploiement d'anciens experts de Paris 2024 au sein des équipes du COJOJ Dakar 2026, et le cofinancement de la Dakar 2026 learning Academy, une école de formation intégrée au comité d'organisation destinée à concentrer autant que possible le recrutement du comité au Sénégal et en Afrique.

« Nous avons également établi plusieurs programmes de coopération technique essentiels impliquant des collectivités territoriales telles que le département de la Seine-Saint-Denis, l'Ile-de-France ou Grand-Paris-Sud sur l'activation des sites de célébration et l'exploitation au-delà des JOJ des infrastructures rénovées via un financement de l'AFD ».

Nous avons par ailleurs mobilisé Météo France, les services du Ministère de l'intérieur dans le domaine de la sécurité ou encore Ile-de-France Mobilité sur le développement d'un schéma de transport pour les JOJ.

Ma mission consiste, d'autre part, à soutenir le positionnement de nos acteurs économiques

dans la livraison des JOJ. L'engagement de toute l'équipe France au Sénégal se mobilise en ce sens. **Nous avons ainsi obtenu, au travers d'un financement FASEP de la DG Trésor, la prise en charge d'une assistance à maîtrise d'ouvrage consacrée à la définition des besoins en services aux jeux**. Cette AMO ainsi que notre engagement à ce que les entreprises françaises s'impliquent dans des logiques de partenariat inclusifs favorables à la création de valeur au Sénégal devrait permettre à nos opérateurs économiques de valoriser leurs héritages de Paris 2024.

Cette mission s'inscrit plus largement dans le déploiement en Afrique subsaharienne d'un réseau de cinq ETI dans le domaine du sport. Pour valoriser ce réseau, coordonné dans le cadre d'une « club ETI Sport », un atelier sur le thème : « Sport / Poursuivre l'agenda sport et développement durable après Paris 2024 » a été organisé dans le cadre des dernières Journées de l'expertise technique internationale. Il a contribué à consolider la place de ce réseau d'ETI au sein de l'équipe France de diplomatie économique et à créer un réflexe de mobilisation de ce réseau alors que le continent Africain sera dans les 5 prochaines années le théâtre de nombreux très grands événements sportifs internationaux.



Crédit : Olympics



Crédit : Olympics



Frédéric CHAMBON

Expert en politiques culturelles, audiovisuelles et numériques au sein de université privée Tecnológico de Monterrey (TEC), au Mexique

A Mexico depuis novembre 2024 comme Expert en Industries Culturelles et Créatives (ICC), ma mission consiste à renforcer les relations avec la France dans ce secteur et à appuyer son développement au Mexique, en lien avec l'expertise et l'écosystème français.

Cette feuille de route ambitieuse se traduit par une multiplicité des niveaux d'intervention (analyse stratégique, conseil politique et appui technique) et une grande variété dans la typologie des partenaires impliqués : milieu académique avec comme point d'ancrage le Tecnológico (TEC) de Monterrey, la principale université privée du pays où je suis basé (campus de Mexico), pouvoirs publics mexicains à différents échelons, écosystème local et français, ambassade de France et réseau français au Mexique.

Pays charnière qui appartient à la fois à l'Amérique du Nord et Latine, le Mexique s'appuie sur une culture d'une diversité et d'un

dynamisme remarquables, qui rayonne bien au-delà de ses frontières, puisant dans ses racines préhispaniques et son voisinage avec les Etats-Unis. Le secteur culturel y représente 2, 7% du PIB (plus qu'en France) et le Mexique est le 1er exportateur en Amérique latine dans les ICC. C'est un marché prescripteur à l'échelon régional mais aussi international dans des domaines comme la musique en ligne ou le cinéma (4^e marché mondial en nombre de billets vendus). Le Mexique compte plusieurs musées parmi les plus visités au monde et plus de 600 festivals par an, toutes disciplines confondues.

Comme l'ensemble de l'économie, les ICC mexicaines sont néanmoins marquées par un secteur informel relativement important. Elles souffrent d'un manque de structuration des filières et de consistance dans l'appui des pouvoirs publics. Dans le secteur privé, le modèle économique dominant est celui de la

prestation de services pour le marché canadien et américain, même si les tensions avec le voisin états-unien incitent au développement du secteur de la production indépendante et à la diversification des partenaires internationaux.

Dans ce contexte, **la France a d'autant plus une carte à jouer au Mexique dans les ICC, en ciblant des secteurs où son expertise peut apporter une valeur ajoutée et susciter l'intérêt de l'écosystème mexicain.** C'est le cas notamment de l'animation et de la création numérique (expériences et réalités immersives, vidéo-mapping), ciblées pour amorcer une démarche structurante de collaboration et de coproduction.

Au cours des premiers mois de ma mission, j'ai effectué dans ces secteurs une série d'invitations de professionnels et de mises en relation avec des partenaires français pour développer des projets en commun : partenariat entre le TEC et les écoles Gobelins et Rubika dans l'animation, collaboration avec le centre européen de vidéo-mapping de Lille, co-développement d'une expérience immersive.

L'objectif est de préfigurer un dispositif structurant de coopération mettant en jeu la sphère académique et industrielle pour favoriser une dynamique de coproduction avec un réseau de partenaires dans l'écosystème des deux pays. **C'est dans le même esprit que s'inscrit ma participation aux programmes ICC pilotés par le poste, comme le projet FEF In-Pulso Creativo et ICC Immersion Mexique, dans lesquels j'ai contribué à connecter les deux écosystèmes de la création numérique.**



Crédit : L'ambassade de France au Mexique



La création du poste d'ETI sur les ICC traduit la volonté de renforcer la coopération franco-mexicaine dans ce secteur et le dialogue culturel avec le Mexique, dans le contexte du nouveau gouvernement de la présidente Claudia Sheinbaum. Elle incarne l'ambition portée par l'ambassade d'une action structurante et stratégique pour impulser une dynamique de rapprochement de nos écosystèmes et de coproduction dans la durée. L'ETI joue un rôle charnière dans cette stratégie qui connaîtra un temps fort en 2026 à l'occasion de la célébration du bicentenaire des relations diplomatiques et culturelles entre la France et le Mexique.

Jean-François GUEGANO

Conseiller de coopération et d'action culturelle près l'ambassade de France à Mexico



Crédit : Université privée Tecnológico de Monterrey (TEC)



Sulaiman SATARI

Responsable de l'unité Santé et Développement durable, Pôle Relations experts

Unité “Santé et Développement durable”

Mobiliser l'expertise française face aux défis sanitaires et de développement durable

En 2024, l'unité Santé et Développement durable a piloté un portefeuille de 118 expert.e.s techniques internationaux (ETI) déployé.e.s au sein de structures partenaires dans le monde entier. Ce portefeuille reflète l'engagement de la France en faveur de systèmes de santé plus solides, de sociétés résilientes et d'un développement respectueux des équilibres sociaux, économiques et environnementaux.

Positionnée sur deux thématiques transversales majeures – la santé mondiale et le développement durable – l'unité contribue activement à la mise en œuvre des priorités françaises dans le champ des enjeux globaux. Elle assure la gestion d'une commande stratégique principalement portée par le MEAE, ainsi que par l'AFD et l'ANRS-MIE. Cette mobilisation répond à la montée en puissance des risques sanitaires, environnementaux et climatiques, et à la nécessité d'y apporter des réponses coordonnées, fondées sur l'expertise.

Des interventions à fort impact dans les secteurs de la santé et du développement durable

- 38 expert.e.s ont été mobilisé.e.s dans le secteur de la santé afin d'accompagner les politiques nationales de santé publique, de renforcer les capacités des institutions, de soutenir la recherche appliquée et de favoriser l'accès équitable aux soins.
- 80 expert.e.s sont intervenu.e.s sur des enjeux liés au développement durable, couvrant notamment la sécurité alimentaire, la résilience climatique, la gestion durable des ressources naturelles, les transitions agricoles et énergétiques, ainsi que l'économie circulaire, le financement climat, la préservation des océans, de la biodiversité et des forêts.
- 52 missions ont été positionnées auprès d'organisations multilatérales telles que la Banque mondiale, l'OMS, la FAO, le PAM, le Fonds mondial, Gavi ou encore diverses agences des Nations unies. Ces ETI contribuent à renforcer la présence stratégique de la France dans les enceintes internationales de gouvernance sanitaire et environnementale.

Une couverture géographique alignée sur les priorités de la coopération française

La répartition géographique du portefeuille témoigne d'une stratégie d'intervention équilibrée :

- Afrique (39 expert.e.s) : continent prioritaire de la politique française de développement, avec une concentration d'actions sur la santé publique, la nutrition et l'adaptation au changement climatique ;
- Europe (32) : appui aux politiques sanitaires et de durabilité, notamment via une forte présence auprès des institutions internationales telle que la FAO ;
- Asie (20) et Amériques (18) : accompagnement des réformes dans les domaines de l'innovation durable, de la transition écologique et de la transformation des systèmes de santé ;
- Océanie (4) : expertise ciblée sur les enjeux d'insularité et de résilience environnementale.

Une expertise reconnue, au service de l'intérêt général et des biens communs

Les expert.e.s mobilisé.e.s par l'unité interviennent dans des environnements institutionnels variés – ministères, agences spécialisées, organisations internationales, think tanks – à des postes d'interface technique et stratégique. Leur action s'inscrit dans une logique de co-construction avec les partenaires et constitue un levier essentiel de la diplomatie sanitaire et environnementale française, en appui direct aux priorités de la France dans le traitement des enjeux globaux.



Rencontre avec les ETI basés à Rome

Le **Directeur général Jérémie Pellet** a rencontré les ETI basés à Rome à l'occasion d'une mission qui s'est tenue les 17 et 18 juillet 2024. Il était accompagné du Directeur du Bureau d'Expertise France à Bruxelles **Jérôme Heitz** et de la Responsable de l'unité Gouvernance du Pôle Relations experts (CBME) **Gwenola Braud**.

Ce déplacement avait pour objectif de renforcer la coordination entre Expertise France et les organisations internationales basées à Rome et l'agence italienne AICS, dans le cadre de la co-présidence française du Réseau des praticiens (PN) réunissant les agences de coopération européennes.

Le Directeur général a rencontré des représentants des trois organisations internationales romaines (la FAO, le PAM et le FIDA) où sont déployés sept ETI :

- A la FAO : Marie Caroline Dodé, Conseillère Agriculture, Climat et Biodiversité au sein du cabinet de la Directrice générale adjointe ; Patrick Portes Gagnol Expert résilience Sahel pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture ; Marie-Christine Monnier, Experte auprès de l'Observatoire des agricultures du monde ; Antoine Hochet, Expert sur la gouvernance foncière et Alix



Crédit : Gwenola BRAUD

Françoise, Conseillère pour l'action extérieure des collectivités locales.

- Au PAM : Domitille Kauffmann, Conseillère de programme ;
- Au FIDA : Maxime Thibon, Expert en charge du suivi de la mise en œuvre de l'accélérateur pour la grande muraille verte.

Il a également rencontré l'Ambassadeur de France à Rome **Martin Briens**, la Représentante permanente de la France auprès des agences des Nations unies à Rome **Céline Jurgensen** et le Directeur général de l'agence italienne de coopération internationale AICS **Marco Riccardo Rusconi**.

Cette séquence de rencontres a permis d'échanger sur les priorités stratégiques des organisations internationales à Rome et les orientations de la politique italienne en matière d'aide au développement.

Les ETI ont évoqué les spécificités de leurs missions au sein des organisations internationales, les enjeux de positionnement pour la France et les défis rencontrés dans certains secteurs en matière de financement.

Ces échanges, forts appréciés, ont contribué à la valorisation de ces missions sur des domaines prioritaires pour la France : l'agriculture, la sécurité alimentaire et le climat. Quatre autres ETI doivent rejoindre les organisations romaines entre 2024 et 2025, renforçant la présence française en perspective du Sommet international Nutrition pour la croissance (N4G) qui se tiendra à Paris au mois de mars 2025.



Crédit : Gwenola BRAUD



Le forum international Science 4 Action à Marseille



Crédit : IRD

Le 7 octobre 2024 s'est tenu au Palais du Pharo à Marseille le forum international Science 4 Action, rassemblant plus de 1 000 personnes. David Williamson, ETI à l'Observatoire Régional de Recherches sur l'Environnement et le Climat de Djibouti, faisait notamment partie de la délégation ministérielle ayant fait le déplacement.

S'inscrivant dans le cadre des célébrations des 80 ans de l'Institut de recherche pour le développement, cet événement a permis à l'ensemble des acteurs impliqués sur la recherche et le développement au niveau mondial de dialoguer autour d'un constat commun : c'est dans la science que réside l'avenir de l'humanité et l'épanouissement des sociétés. La journée fut rythmée par des ateliers, débats, tables rondes et conférences rassemblant aussi bien scientifiques que décideurs politiques et représentants d'organisations internationales.

Les enjeux liés aux changements climatiques étaient au cœur des échanges, en particulier la question des inégalités géographiques de la

recherche sur l'adaptation aux changements climatiques. Une climatologue de l'IRD a ainsi souligné que les publications sur le sujet étaient quasi inexistantes en Amérique latine et dans les pays hautement vulnérables d'Afrique, et que c'était le rôle de l'IRD d'y pallier. C'est finalement dans cette même logique globale qu'est ancré le dispositif ETI.



Pablo VILLAAMIL

Expert en appui à l'organisation de la 3ème Conférence de l'ONU sur l'Océan au sein du Département Développement Durable, Océan et Environnement du MAE du Costa Rica

Comme souligné par le Président de la République à l'occasion de l'Évènement de Haut Niveau pour l'Action Océanique « **Immersed in Change** », qui s'est tenu à San José les 7 et 8 juin 2024, « le Costa Rica est pour la France un partenaire naturel pour la protection de l'environnement et plus particulièrement de l'océan ».

Déployé depuis avril 2024 au sein du Ministère des Affaires étrangères du Costa Rica, ma mission consiste à **accompagner et conseiller le gouvernement costaricien dans l'organisation de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC3)**, que la France et le Costa Rica organisent à Nice durant les deux premières semaines de juin 2025. Au-delà de cet événement majeur, j'apporte un appui sur l'ensemble des enjeux liés à la mise en œuvre de l'ODD14, consacré à la conservation de l'océan et à l'utilisation durable de ses ressources : négociations sur le traité BBNJ, protection des grands fonds marins, lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et la surpêche, mise en œuvre de la cible 30x30, entre autres.



Crédit : Pablo VILLAAMIL

Au sein du Département du Développement durable, de l'Océan et de l'Environnement du Ministère des Affaires étrangères, j'ai pu, dès mon arrivée, contribuer activement à la réussite de l'événement pré-UNOC3 « Immersed in Change », organisé à San José les 7 et 8 juin 2024. Dédié à l'accélération de l'action océanique, cet événement a rassemblé près de 2 000 participants issus des sphères gouvernementale, intergouvernementale, académique et de la société civile, et a permis des avancées concrètes en matière de gouvernance océanique. J'ai notamment œuvré à assurer une participation française de haut niveau.

« Mon action se situe principalement au niveau diplomatique, et passe par un dialogue étroit et constant avec une pluralité d'acteurs : entités gouvernementales françaises (MEAE, Ministère de la Transition écologique, AFD, etc.), entités onusiennes chargées du contenu de la conférence, mais aussi représentants de la société civile française, costaricienne et internationale ».

Dans ce contexte, et en étroite coordination avec l'ambassade de France sur place, j'œuvre quotidiennement au renforcement de la coopération bilatérale sur l'océan entre la France et le Costa Rica. Déjà partenaires depuis 2021 au sein de la Coalition de la Haute

Ambition pour la Nature et les Peuples, **Paris et San José partagent une communauté de vision sur les questions de gouvernance océanique.** Cela se matérialise par le développement de projets bénéficiant de la dynamique générée par l'UNOC3. Pour ne donner que deux exemples, j'accompagne ainsi le projet Ocean Prediction for Costa Rica (OP4CR) piloté par l'entreprise française Mercator Ocean International, qui permettra au Costa Rica de mieux surveiller et protéger ses eaux territoriales, ou encore l'engagement du Costa Rica au sein de la future Plateforme Internationale pour un Océan Durable (IPOS), dont l'objectif est de combler le fossé entre la science et les politiques publiques, une priorité partagée par la France et le Costa Rica.



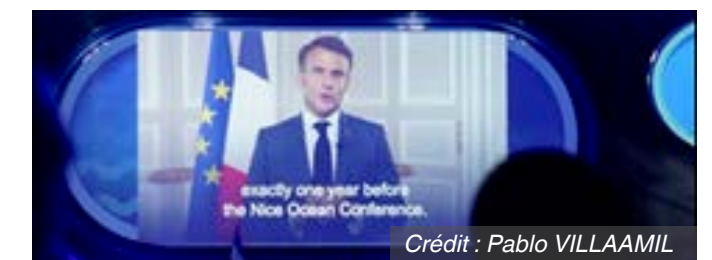
Crédit : Pablo VILLAAMIL

L'équipe du Département Développement Durable, Océan et Environnement sur Ministère des Affaires étrangères du Costa Rica, ma structure d'accueil.

Finalement, le cœur de ma mission consiste à accompagner le Costa Rica dans la valorisation de ses priorités sur la scène internationale, et à faire en sorte que nos deux pays puissent s'exprimer d'une même voix sur les grands enjeux océaniques. Ce partenariat nous permet de travailler ensemble à des solutions ambitieuses et d'encourager la communauté internationale à se mobiliser à nos côtés pour mieux protéger ce bien commun, vital dans la lutte contre le

changement climatique. Cela se traduit par la construction d'un « agenda bleu » partagé et à faire de notre coopération un modèle d'alliance sincère, équilibrée et résolument tournée vers l'action. L'organisation conjointe de l'UNOC illustre parfaitement cela : au-delà du symbole, elle doit permettre au Costa Rica, pays du Sud global engagé et respecté, de bénéficier d'une visibilité à la hauteur de son ambition et de ses efforts pour la protection de l'océan. Dans un contexte international où le multilatéralisme est en constante redéfinition, il est je crois essentiel que les pays en développement pleinement engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique, comme le Costa Rica, puissent occuper une place centrale dans les grands rendez-vous internationaux, à l'instar de la Conférence de Nice.

Enfin, de nombreux ETI, sur tous les continents et de issus de secteurs aussi variés que la diplomatie, l'économie bleue ou la science océanique, travaillent pour la préservation et l'utilisation durable de l'océan. Afin de favoriser leur pleine mobilisation en vue de l'UNOC3 à Nice, j'ai pu contribuer en lien avec la centrale à l'organisation d'un premier « atelier océan » lors des Journées des ETI en août 2024. Cette rencontre a permis de renforcer la compréhension collective des enjeux de la conférence et, surtout, de poser les bases d'un travail collaboratif entre experts pour une protection plus efficace de ce bien commun essentiel qui devra perdurer après l'UNOC3.



Crédit : Pablo VILLAAMIL

Le Président Macron s'exprimant lors de la Conférence pré-UNOC3 « Immersed in Change », au Costa Rica, le 7 juin 2024



Domitille KAUFFMANN

Conseillère de programme au sein du Programme Alimentaire Mondial en Italie

Le 27 et 28 mars 2025, la France accueillera à Paris le **Sommet Nutrition for Growth (N4G)** - un événement de haut niveau majeur dans le domaine de la nutrition. L'objectif principal de ce sommet multi-acteur est de mobiliser des engagements politiques et financiers concrets pour faire progresser la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, en rassemblant une grande diversité d'acteurs : gouvernements, donateurs, organisations internationales, institutions de recherche, organisations de la société civile, philanthropies, secteur privé.

L'agenda officiel du Sommet comprend des sessions thématiques et des tables rondes. Il est prévu que plus de 200 délégations ministérielles et onusiennes [PC1] assistent aux débats.

Le programme officiel du Sommet intégrera également le Village des Solutions pour la Nutrition organisé par EF et mettant en avant des solutions concrètes et innovantes pour la nutrition.

Dans le cadre de ma mission de conseillère Nutrition, Résilience et climat au sein du Service de Nutrition du PAM, je contribue activement à la préparation et à l'organisation du sommet Nutrition for Growth (N4G).

Je participe à l'élaboration de contenus techniques et stratégiques relatifs à la nutrition et à la résilience, dans le cadre des groupes de travail mis en place pour soutenir les parties prenantes dans la définition d'engagements. Ces groupes couvrent les six domaines thématiques prioritaires du Sommet tels que la

nutrition, la santé et la protection sociale ; la transition vers des systèmes alimentaires durables ; la résilience face aux crises ; l'égalité de genre ; les données, la recherche, l'innovation et l'intelligence artificielle ; ainsi que le financement et la responsabilité en matière de nutrition. Ces travaux sont coordonnés par un groupe de pilotage international co-présidé par le Mouvement SUN et la Côte d'Ivoire.

J'apporterai également un appui opérationnel à la préparation des sessions thématiques, en particulier celles co-modérées par le PAM.

L'atelier « Santé Mondiale » des JETI 2024

Dans le cadre des Journées ETI 2024, j'ai co-animé une session dédiée à la Santé mondiale, mettant en avant l'importance d'une approche multisectorielle, illustrée notamment par les concepts de « Une Seule Santé » et de la Nutrition. Après un rappel par les représentants du MEAE de l'engagement de la France sur ces deux agendas, la première partie de la session a porté sur l'approche « Une Seule Santé », tandis que la seconde s'est centrée sur la nutrition. En sous-groupes, les ETI ont échangé sur les enjeux techniques et politiques de cet agenda, notamment en lien avec le sommet N4G, et réfléchi à la manière dont ils pouvaient y contribuer, même sans être directement impliqués dans ce secteur.

La session a permis d'identifier des exemples concrets de contributions intersectorielles à la nutrition, ainsi que des opportunités pour les ETI de renforcer leur implication future, en lien avec les engagements pris par la France dans différents domaines. L'objectif est de garantir des sessions structurées et participatives, facilitant le partage d'expériences, ainsi que l'identification des principaux défis rencontrés par les gouvernements et les partenaires.

Enfin, **en tant que membre de l'équipe ETI France, j'assure un rôle de point focal entre le PAM et les équipes du MEAE, en charge de l'organisation du Sommet.**

Cette coordination permet de fluidifier les échanges entre les deux entités et de répondre efficacement aux ajustements et imprévus de dernière minute inhérents à un événement international de cette ampleur.



Domitille apporte un appui précieux à la Sous-Direction du développement humain en relayant des informations clefs sur les actions menées par le PAM en matière de nutrition, mais également en partageant avec la sous-direction son expertise sur différentes thématiques comme par exemple les liens entre climat et nutrition.

Domitille jouera un rôle clef dans la préparation du Sommet N4G Paris, le PAM constituant un partenaire incontournable à associer dans la gouvernance du Sommet. Le Secrétariat Général du Sommet s'appuiera sur le mini-réseau constitué par les ETI travaillant sur la nutrition, réseau dans lequel Domitille jouera un rôle prédominant étant donné son expertise.

Cécile ADAM

Rédactrice élevage, risques sanitaires et phytosanitaires, nutrition- Pôle sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable, MEAE



Credit : Domitille KAUFFMANN



Marie MARTIN

Experte internationale coordinatrice de l'assistance technique auprès du Fonds mondial de Lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme (FMSTP) en Suisse

Créé en **2002**, le Fonds mondial est un partenariat international mobilisé pour mettre fin aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme, et pour renforcer durablement les systèmes pour la santé. Depuis 2020, il investit plus de **5 milliards USD** par an dans **107 pays** pour appuyer les réponses nationales à ces pandémies, y compris la Covid-19.

Dans ce cadre, l'assistance technique (AT) représente un levier stratégique pour renforcer la mise en œuvre des subventions. En tant que chef de file de la riposte menée par la communauté internationale et membre fondateur du Fonds mondial, **la France y joue un rôle déterminant notamment à travers « L'Initiative », dispositif lancé en 2011 et mis en œuvre par Expertise France**. Cette facilité vise à renforcer l'efficacité des subventions du Fonds mondial via des appuis techniques ciblés et des financements catalytiques.

Dans la continuité des recommandations de l'Office de l'Inspecteur général du Fonds mondial (2020) et à partir de constats opérationnels, qui soulignent la nécessité d'améliorer la gouvernance et la coordination de l'AT, **un poste d'expert technique international (ETI) a été créé pour renforcer la coordination régionale de ces appuis**. Depuis septembre 2022, j'occupe cette fonction au sein de l'équipe en charge de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, au sein de la division Gestion des subventions du Fonds mondial.

Ma mission consiste à conseiller, planifier et faciliter le dialogue entre les différentes entités du Secrétariat du Fonds mondial et ses partenaires techniques, afin de mieux structurer et aligner les appuis techniques aux

besoins des pays. J'ai ainsi élaboré et mis en œuvre une nouvelle approche stratégique de planification de l'AT, expérimentée depuis janvier 2023 sur le portefeuille de la République du Congo. Cette démarche a permis une gestion plus rationnelle et coordonnée de l'AT, ainsi que la sécurisation de financements auprès de partenaires comme L'Initiative, Roll Back Malaria ou l'OMS.



Crédit : Expertise France

Elle a depuis été étendue à l'ensemble des portefeuilles de la région, permettant une analyse régionale consolidée utilisée dans les revues programmatiques et les concertations avec les autres bailleurs. Par ailleurs, une attention particulière est portée au renforcement de la gouvernance et des capacités de gestion des subventions par les autorités nationales. À ce titre, je facilite les échanges entre L'Initiative, le Secrétariat du

Fonds mondial et plusieurs pays bénéficiaires, dont le Libéria, afin de promouvoir une compréhension partagée des enjeux et de diffuser les bonnes pratiques. Le poste d'ETI a ainsi été reconnu par la direction de la Division Gestion des Subventions du Fonds mondial comme un vecteur clé de synergies, qualifié de « pont » entre les deux institutions.

Nous sommes très privilégiés d'avoir une ETI au sein de la Grant Management Division du Fonds mondial. Son rôle de coordination entre L'Initiative, le Fonds mondial et les autres partenaires techniques et financiers est précieux : il crée des synergies, optimise nos appuis, et renforce notre capacité collective à accompagner les pays. Grâce à sa vigilance et son sens du dialogue, nous progressons ensemble, sur les demandes de financement comme sur des enjeux transversaux essentiels.

Eric FLEUTELLOT

Directeur Technique Pôle Grandes Pandémies/L'initiative, Expertise France

Placée comme ETI française au sein de la division de la gestion des subventions du Fonds mondial depuis 2022, Marie Martin a élaboré une cartographie des soutiens techniques apportés aux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans la lutte contre les trois maladies. Grâce à ce panorama complet, son action a renforcé les synergies entre le Fonds et les acteurs français au premier chef L'Initiative, permettant ainsi d'améliorer l'expertise mobilisée en équipe France et d'accroître l'impact des investissements français en santé mondiale dans le sens de nos priorités. Elle contribue ainsi directement à la mise en œuvre de la stratégie française en santé mondiale.

Sarah JUAN-DANE

Conseillère en Santé Mondiale – Fonds mondial – L'Initiative, ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères



L'appui technique de Mme Marie Martin a constitué un levier majeur dans l'amélioration de la performance du portefeuille de la République du Congo auprès du Fonds mondial, dans un contexte national initialement peu favorable à ce type de soutien. Grâce à une approche transversale et à la création de synergies entre les parties prenantes, son intervention a permis une meilleure acceptation de l'AT, en particulier à long terme, ainsi qu'une optimisation de ses livrables. Par ailleurs, son expertise a contribué à une identification plus fine des besoins stratégiques, notamment en matière de ressources humaines pour la santé, et à une mobilisation renforcée des financements offerts par L'Initiative – Expertise France, en cohérence avec les investissements du Fonds mondial.

Lionel CARUANA

Gestionnaire de Portefeuille Congo, Division Gestion des Subventions du Fonds mondial



PARTIE IV

Le pôle C2A - Coordination de projets et appui aux administrations

Le département Coopération bilatérale et Mobilisation de l'expertise (CBME) compte un deuxième pôle, dont l'offre de service est complémentaire à celle du pôle Relations experts : le pôle C2A. Ce pôle met en œuvre les jumelages institutionnels, organise des voyages d'étude et gère une enveloppe de coopération bilatérale.

Le pôle Coordination de projets et appui aux administrations

Initialement identifié comme le « Pôle Jumelages », le pôle se consacrait à ses débuts à la gestion de ce type de projets emblématiques que sont les jumelages, un outil de coopération institutionnelle financé par l'Union européenne. Ceux-ci permettent aux administrations publiques des pays de l'UE de partager, dans une logique d'apprentissage mutuel, leurs compétences, leur expertise et leur savoir-faire avec leurs homologues des pays partenaires. Au fil des années, et comme notre changement de nom en témoigne - désormais Pôle C2A -, nous nous sommes vu confier la gestion de projets plus variés, tels que les Facilités financées par l'AFD, et avons intégré deux nouvelles unités – l'une dédiée à l'organisation de voyages d'études, l'autre à la gestion de l'enveloppe bilatérale de coopération des administrations de certains ministères.

Faire partie de cette équipe, dynamique, est une expérience professionnelle et personnelle enrichissante, qui nous amène à travailler sur des géographies et des thématiques très différentes, en étroite collaboration avec d'autres départements de l'agence, et aux côtés d'une multitude d'acteurs institutionnels français (Assemblée nationale, Ecole nationale de la magistrature, Cour des comptes, Direction générale des finances publiques, etc.) et de partenaires étrangers variés.

Carole Donguy

Chargée de projets, pôle Coordination de projets et appui aux administrations

Focus sur un jumelage institutionnel en Tunisie

Patrice GRELON, CRJ

Patrice GRELON a occupé les fonctions de Conseiller Résident de Jumelage (CRJ) dans le cadre du projet de jumelage institutionnel intitulé « Renforcement du régime de retraite et sa gouvernance », mis en œuvre par la France (Expertise France) en consortium avec la Lituanie (SODRA), au bénéfice de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale (CNRPS) tunisienne. Directeur Adjoint à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole d'Auvergne (puis celle du Poitou) et mis à disposition d'Expertise France durant les 30 mois du projet (2022 - 2024), il raconte.



Patrice Grelon, pouvez-vous nous décrire brièvement les enjeux de ce jumelage ?

Ce projet portait sur un objectif des plus ambitieux qui consistait à contribuer à la réforme du système de protection sociale en Tunisie, et à garantir la soutenabilité financière et sociale des prestations servies tout en consolidant ainsi les acquis sociaux. Le jumelage comportait également un objectif

spécifique plus opérationnel, visant à améliorer la qualité des services rendus aux usagers de la CNRPS. Pour remplir ces objectifs, nos activités étaient organisées autour de 4 grands volets, déclinés en résultats obligatoires, livrables et indicateurs. 76 missions d'experts européens à Tunis, 5 voyages d'étude en

France ou en Lituanie, près de 1 300 jours d'expertise européenne plus tard, tous ces résultats ont été livrés au bénéficiaire au terme des 30 mois prévus.

Nous avons investi dans ce travail plus de 97 % du budget qui nous était alloué par l'UE, notre bailleur. L'enjeu pour nos collègues tunisiens est maintenant de rester mobilisés et que l'engagement qui a pu être porté au plus haut niveau perdure. À cet égard, nous avons quitté la Tunisie optimistes, notamment après que le chef du gouvernement ait repris plusieurs des thématiques qui avaient fait l'objet de nos travaux dans ses discours devant le Parlement tunisien les 8 et 10 novembre derniers.

Dès l'arrivée dans le pays d'accueil, il y a donc un très fort enjeu autour du recrutement et de la mobilisation de ces experts. Un expert doit être compétent dans son domaine, mais aussi disponible et adaptable. C'est une course contre la montre pour que les équipes soient en place au bon moment.

Je pourrais comparer un jumelage avec une petite PME éphémère – d'un point de vue des résultats atteints, la nôtre aura été profitable. Mais, au-delà des résultats, il aura été aussi une belle aventure humaine qui m'aura marqué. Mon métier n'est pas la coopération internationale ; le jumelage a été une parenthèse qui m'aura permis de mieux connaître davantage la Tunisie, et de tisser des liens amicaux qui j'espère survivront à l'épreuve du temps.

François BROUSSE, Chef de Projet de l'Etat Membre principal (France)



François BROUSSE, Directeur Adjoint à la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse, a exercé la fonction de Chef de Projet du jumelage « Renforcement du régime de retraite et sa gouvernance », mis en œuvre en consortium avec la Lituanie, au bénéfice de la CNRPS tunisienne.

François Brousse, quelles étaient vos attributions en qualité de Chef de Projet ?

J'assurai, conjointement avec le PDG de la CNRPS, le co-pilotage général du jumelage, en lien avec mon homologue lituanien, Chef de Projet Junior. Concrètement, il s'agissait de suivre le bon avancement des travaux coordonnés par Patrice Grelon, CRJ et cheville ouvrière du projet sur le terrain. Ce suivi s'opérait principalement lors des réunions du Comité de Pilotage, qui avaient lieu trimestriellement à Tunis. Réunissant officiellement les acteurs de haut niveau impliqués sur le jumelage, ce comité définissait les objectifs de chaque trimestre et en faisait le bilan.

Pouvez-vous en quelques mots nous faire part de votre expérience ?

J'ai beaucoup apprécié cette mission. Le Chef de Projet n'est pas impliqué dans les travaux des experts, mais il en a une vision d'ensemble. Cela m'a permis de découvrir le fonctionnement général de la protection sociale en Tunisie, ainsi que certaines exigences de la coopération internationale. Mais le plus enrichissant, ce sont les échanges et les contacts avec nos partenaires et amis tunisiens, dirigeants et collaborateurs. Ce jumelage s'est déroulé dans un climat de confiance, tant avec les PDG successifs de la CNRPS qu'avec le CRJ et tous les interlocuteurs tunisiens et européens. J'espère que les travaux très approfondis permettront au système de retraite tunisien de mieux faire face à ses enjeux, et à la Caisse de poursuivre sa démarche de qualité et de performance.

Perspectives pour 2025



Virginia MANGEMATIN

Responsable du pôle Relations experts

2025 visera à **renforcer la structuration du pôle Relations experts pour conforter la qualité du service apportée aux ETI et fédérer davantage leur communauté. Il s'agira de renforcer leurs synergies avec les équipes d'Expertise France au siège et sur le terrain et ce afin d'accroître la réussite de leur mission.**

Le pôle Relations experts sera renforcé avec la nomination de Responsables d'unité et le recrutement d'une équipe pleinement dédiée au suivi administratif et logistique des missions des ETI. Après le recrutement de 145 experts pour une dizaine de commanditaires en 2024 ; le réseau est fort de 395 experts déployés. Courant 2025, une centaine d'experts supplémentaire devrait venir rejoindre le réseau. Une attention particulière doit désormais être consacrée à l'accompagnement et au suivi des missions des experts : à cet effet, la session de Préparation au départ qui avait fait l'objet de retours très positifs en 2024 sera reconduite.

Par ailleurs, **la communauté des ETI doit être davantage fédérée et animée** : c'est une attente importante et légitime des experts et des commanditaires, et cette perspective motive fortement le pôle Relations experts. Pour renforcer le positionnement des ETI et leurs missions sur le terrain, le **Pôle Relations experts favorisera les échanges entre ETI œuvrant sur une même thématique ou dans une même zone géographique et contribuera également à les mettre en relation avec les départements d'Expertise France.** Les thèmes seront identifiés en concertation avec les ETI concernés, car nous partons du principe qu'un facteur de réussite de ces échanges est de répondre à la demande des experts. Des réunions co-animées par les ETI et le pôle Relations experts sont d'ores et déjà programmées sur les questions relatives à la Culture, au Sport, à la Sécurité et la Défense ou encore à la Gouvernance territoriale.

En 2025, l'équipe du Pôle Relations experts s'investira également dans le **chantier de décentralisation de l'Agence.** Expertise France (EF) s'inscrit en effet dans une logique de rapprochement avec les territoires afin d'assurer une présence plus efficace sur le terrain, et de gagner en efficacité opérationnelle et en agilité. Pensé sur un modèle similaire à celui d'autres agences de coopération européennes, ce pilotage permet un rapprochement avec les partenaires, mais aussi un management de proximité pour les collaborateurs terrain. Dans ce cadre, les ETI basés aux Comores, Côte d'Ivoire, Guinée, Haïti, Tunisie, République démocratique du Congo et Ukraine, seront désormais suivis par les équipes locales d'EF. De nombreuses synergies au bénéfice des missions des ETI, des projets d'EF et des populations locales en général sont attendues.

En savoir plus...



Retrouvez plus de témoignages sur le Portail
de mobilisation de l'expertise :

mobilisation-expertise.fr



Remerciements

La mise en œuvre du dispositif d'expertise technique internationale est assurée grâce à l'appui de l'ensemble des services d'Expertise France : les départements techniques, la direction de la sécurité des opérations, la direction des ressources humaines et en particulier le pôle mobilité internationale.

L'équipe du pôle REX remercie l'ensemble des collègues mobilisés pour leur soutien et la qualité de notre collaboration.

Tous nos remerciements à l'ensemble des contributeurs, experts, commanditaires, partenaires, membres de l'équipe du pôle, pour leur engagement quotidien et pour la richesse de leur contribution.

Ce rapport a été réalisé sous la direction d'Antonin Cœur-Bizot, Directeur de département, et de Virginia Mangematin, Responsable de pôle, par Gwenola Braud, Responsable d'unité, et Amar Chaabo, Stagiaire communication et animation du réseau des experts techniques.